

**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers de Financement-Québec ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

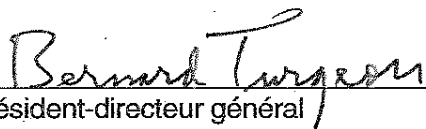
Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction de la Société s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Vice-présidente exécutive



Président-directeur général

Québec, le 13 juin 2011

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Au ministre des Finances

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Financement-Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2011, l'état des résultats et de l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives incluses dans les notes complémentaires.

*Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Financement-Québec au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

  
Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 13 juin 2011

**ÉTATS FINANCIERS****Résultats et excédent cumulé  
de l'exercice clos le 31 mars 2011**  
(en milliers de dollars)

	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>PRODUIT NET D'INTÉRÊTS</b>		
Intérêts sur prêts	732 456	644 928
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	47	139
Intérêts sur emprunts et avances	(700 978)	(611 665)
Amortissement des escomptes et primes sur emprunts et avances	(1 508)	(1 935)
Intérêts sur placements temporaires	5 949	2 524
	<b>35 966</b>	<b>33 991</b>
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Frais d'émission nets imputés aux emprunteurs	10 363	8 899
Frais d'administration imputés aux emprunteurs	4 099	3 726
	<b>14 462</b>	<b>12 625</b>
	<b>50 428</b>	<b>46 616</b>
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements, salaires et allocations	711	669
Services professionnels, administratifs et autres	285	203
Entente de services avec le Fonds de financement	(67)	231
Autres	62	46
	<b>991</b>	<b>1 149</b>
<b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>	<b>49 437</b>	<b>45 467</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	<b>150 326</b>	<b>104 859</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<b>199 763</b>	<b>150 326</b>

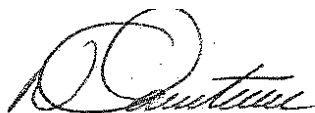
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**État de la situation financière**  
**Au 31 mars 2011**  
(en milliers de dollars)

	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>ACTIF</b>		
Prêts (note 3)	21 858 995	16 850 464
Intérêts courus sur prêts	231 071	177 235
	22 090 066	17 027 699
Encaisse	39	8
Placement temporaire, au taux de 1 %, échéant le 1 <sup>er</sup> avril 2011	125 800	—
Créances	736	819
Immobilisations corporelles	454	—
	22 217 095	17 028 526
<b>PASSIF</b>		
Emprunts et avances (note 4)	21 784 386	16 691 839
Intérêts courus sur emprunts et avances	220 757	174 756
Charges à payer	1 119	981
Produits reportés	1 070	624
	22 007 332	16 868 200
<b>ACTIF NET</b>		
Capital-actions (note 6)	100	100
Surplus d'apport	9 900	9 900
Excédent cumulé	199 763	150 326
	22 217 095	17 028 526

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Vice-présidente exécutive



Président-directeur général

**Flux de trésorerie**  
**de l'exercice clos le 31 mars 2011**  
(en milliers de dollars)

	2011	2010
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent de l'exercice	49 437	45 467
Ajustements pour :		
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	(47)	(139)
Revenus d'intérêts imputés aux soldes de prêts	(15 714)	(1 854)
Amortissement des escomptes et primes sur emprunts et avances	22 604	5 561
	56 280	49 035
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 7)	(8 288)	11 057
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	47 992	60 092
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Prêts	(13 808 734)	(8 670 823)
Remboursements de prêts	8 967 699	6 111 159
Acquisition d'immobilisations corporelles	(455)	—
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(4 841 490)	(2 559 664)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Emprunts à court terme	41 260 817	13 259 015
Emprunts à long terme	4 349 306	3 318 224
Remboursements d'avances du fonds consolidé du revenu	(3 274)	(390 624)
Remboursements d'emprunts à long terme	(400 000)	(1 500 000)
Remboursements d'emprunts à court terme	(40 287 520)	(12 556 447)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	4 919 329	2 130 168
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	125 831	(369 404)
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>	8	369 412
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 7)</b>	125 839	8

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS****1. Constitution, objet et financement**

Financement-Québec (la « Société ») a été instituée par la *Loi sur Financement-Québec* (L.R.Q., c. F-2.01) entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1999. La Société est une personne morale à fonds social, mandataire de l'État.

La Société a pour mission principale de fournir des services financiers aux organismes publics visés par sa loi constitutive. Elle les finance directement en leur accordant des prêts ou en émettant des titres de créances en leur nom. Elle les conseille en vue de faciliter leur accès au crédit et de minimiser leurs coûts de financement et, à cette fin, élabore des programmes de financement. Elle peut également gérer les risques financiers de ces organismes, notamment les risques de trésorerie et les risques de change. La Société peut, en outre, fournir aux organismes publics des services techniques en matière d'analyse et de gestion financière.

La Société impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux engagés par la Société sur les emprunts effectués. La Société impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Le niveau de frais imputés est soumis à l'approbation du gouvernement.

Financement-Québec émet des titres de créance qui sont garantis par le gouvernement du Québec.

Financement-Québec n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

## **2. Méthodes comptables**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### ***Prêts***

Les prêts sont comptabilisés au montant déboursé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime sur la durée de chaque titre selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Les organismes publics bénéficiant d'une subvention aux fins du remboursement des emprunts à long terme contractés auprès de Financement-Québec doivent mettre en garantie cette subvention en faveur de Financement-Québec.

Pour les autres emprunts non assortis de subvention, le ministre responsable de l'organisme s'engage à intervenir en cas de défaut de l'organisme afin que ce dernier y remédie dans les meilleurs délais.

### ***Placements temporaires***

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande.

### ***Emprunts et avances***

Les emprunts et avances du fonds consolidé du revenu sont comptabilisés au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime sur la durée de chaque titre selon la méthode de l'amortissement linéaire, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

### ***Conversion des devises***

Les emprunts libellés en devises et remboursables en monnaie du Canada en vertu de conventions d'échange de devises sont évalués au cours du change prévu dans ces contrats.

### ***Trésorerie et équivalents de trésorerie***

La Société présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements temporaires qui sont facilement convertibles à court terme en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de manière significative.

**Instruments financiers dérivés**

Financement-Québec utilise des instruments financiers dérivés dans la gestion de ses risques de change et de taux d'intérêt. Selon la politique de la Société, elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

À l'égard des transactions libellées en devises, la Société documente en bonne et due forme toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts en rattachant tous les instruments financiers dérivés utilisés dans les opérations de couverture à des actifs et des passifs spécifiques figurant au bilan ou à des flux de trésorerie. L'objectif et la stratégie de gestion du risque de change sur lesquels reposent les diverses opérations de couverture sont également documentés. Elle détermine aussi, de façon méthodique, tant lors de la mise en place de la couverture que par la suite, si les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture permettent de compenser de façon efficace les fluctuations des devises des éléments couverts.

Les gains et les pertes réalisés sur les instruments dérivés utilisés par la Société sont portés dans l'état des résultats au même moment que ceux rattachés aux éléments d'actif ou de passif couverts.

**3. Prêts****Emprunteurs**

(en milliers de dollars)

	2011	2010
Commissions scolaires	6 321 628	5 453 604
Collèges d'enseignement général et professionnel	1 822 952	1 503 330
Établissements et agences de la santé et des services sociaux	9 227 811	6 920 395
Établissements universitaires et autres	3 278 494	2 973 135
Municipalités	1 208 110	—
	<b>21 858 995</b>	<b>16 850 464</b>

Échéances	2011	2010
2011	-	1 836 701
2012	4 068 647	1 811 716
2013	1 673 204	1 801 967
2014	2 812 665	2 878 477
2015	4 196 005	4 236 989
2016	2 146 342	1 943 760
2017-2036	6 962 132	2 340 854
	<b>21 858 995</b>	<b>16 850 464</b>



Les prêts venant à échéance durant l'année financière se terminant le 31 mars 2012 comprennent des prêts à court terme pour une valeur de 2 393 564 873 \$. Pour les prêts à long terme, les échéances et les taux d'intérêt sur les prêts consentis par la Société sont, sauf quelques exceptions, identiques à ceux des avances reçues du fonds consolidé du revenu et des emprunts contractés à cette fin compte tenu des conventions d'échange de devises et de taux d'intérêt, le cas échéant. Toutefois, compte tenu des sommes disponibles, la Société peut consentir de nouveaux prêts à même les remboursements sur prêts. Ces nouveaux prêts sont assortis de taux d'intérêt et d'échéances qui peuvent différer des conditions de l'avance ou de l'emprunt reçu à l'origine. Le solde des escomptes et primes sur prêts à amortir au cours des exercices subséquents est de 2 587 221 \$ au 31 mars 2011 (31 mars 2010 : 134 539 \$)

#### 4. Emprunts et avances

##### Sommaire

(en milliers de dollars)

	2011	2010
Emprunts sur les marchés	20 221 257	16 482 266
Avances du fonds consolidé du revenu	204 404	209 573
Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL)	1 208 110	—
Fonds de financement	76 591	—
Corporation d'hébergement du Québec (CHQ)	74 024	—
<b>Total</b>	<b>21 784 386</b>	<b>16 691 839</b>

**Échéancier et taux d'intérêt****Emprunts sur les marchés<sup>1</sup>**

(en milliers de dollars)

Échéances	2011		2010
	Montant	Taux (%) <sup>2</sup>	Montant
<b>Remboursables en monnaie du Canada</b>			
2011	—		1 860 082
2012	4 354 475	4,16 à 5,28	1 900 000
2013	1 020 000	4,13 à 5,06	1 020 000
2014	3 656 000	3,14 à 5,12	3 656 000
2015	3 442 000	2,82 à 4,72	3 442 000
2016	1 809 400	3,07 à 6,39	1 809 400
2017	3 034 000	2,52 à 3,84	724 000
2018	600 000	3,50 à 3,87	—
2035	1 522 350	4,88 à 5,58	1 276 150
	19 438 225		15 687 632
Plus :			
Conventions d'échange de devises en monnaie du Canada	782 000		782 000
Escomptes et primes non amortis	1 032		12 634
<b>Total en monnaie du Canada</b>	<b>20 221 257</b>		<b>16 482 266</b>
<b>Remboursables en monnaie des États-Unis</b>			
2013	782 000	5,39 à 5,82	782 000
Moins :			
Conventions d'échange de devises en monnaie du Canada	782 000		782 000
<b>Total en monnaie des États-Unis</b>	<b>—</b>		<b>—</b>
<b>Total des emprunts</b>	<b>20 221 257</b>		<b>16 482 266</b>

(1) Tous ces emprunts sont remboursables uniquement à l'échéance. Les emprunts venant à échéance durant l'année financière se terminant le 31 mars 2012 comprennent des emprunts à court terme pour une valeur de 2 454 474 833 \$. Tous les emprunts sont garantis par le gouvernement du Québec. Les emprunts à court terme portent intérêt à des taux variant de 0,99 % à 1,40 %. (31 mars 2010 : taux variant de 0,18 % à 0,48 %)

(2) Inclut également des emprunts à taux variable, soit au taux des acceptations bancaires de 3 mois plus un écart variant entre moins 0,67 % et plus 1,80 %.

**Avances du fonds consolidé du revenu**  
(en milliers de dollars)

Échéances	2011		2010
	Montant	Taux (%)	Montant
<b>Remboursables en monnaie du Canada</b>			
2012	58 292	9,50	59 826
2023	143 445	9,38	145 185
	<b>201 737</b>		<b>205 011</b>
Plus :			
Primes et escomptes non amortis	2 667		4 562
<b>Total des avances du fonds consolidé du revenu</b>	<b>204 404</b>		<b>209 573</b>

**Emprunts auprès de la SCHL**  
(en milliers de dollars)

Échéances	2011		2010
	Montant	Taux (%)	Montant
<b>Remboursables en monnaie du Canada</b>			
2021	272 892	2,77 à 3,54	—
2026	376 423	3,28 à 3,92	—
2031	558 795	3,50 à 4,12	—
<b>Total des emprunts auprès de la SCHL</b>	<b>1 208 110</b>		<b>—</b>

**Emprunts auprès du Fonds de financement**  
 (en milliers de dollars)

Échéances	2011		2010
	Montant	Taux (%)	Montant
<b>Remboursables en monnaie du Canada</b>			
2018	1 596	9,38	—
2021	8 961	9,38	—
2023	66 184	6,79	—
	<b>76 741</b>		—
Moins :			
Primes et escomptes non amortis	(150)		—
<b>Total des emprunts auprès du Fonds de financement</b>	<b>76 591</b>		—

**Emprunt auprès de la CHQ**  
 (en milliers de dollars)

Échéance	2011		2010
	Montant	Taux (%)	Montant
<b>Remboursables en monnaie du Canada</b>			
2015	74 024	10,03	—
<b>Total des emprunts auprès de la CHQ</b>	<b>74 024</b>		—

Les montants des versements en capital à effectuer sur les emprunts et avances au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

	2012	2013	2014	2015	2016
Emprunts sur les marchés	4 354 475	1 802 000	3 656 000	3 442 000	1 809 400
Avances du fonds consolidé du revenu	60 032	1 740	1 740	1 740	1 740
Emprunts de la SCHL	61 774	63 985	66 276	68 650	71 110
Emprunts auprès du Fonds de financement	5 852	5 852	5 852	5 852	5 852
Emprunt auprès de la CHQ	16 955	17 216	18 962	20 890	—
<b>Total</b>	<b>4 499 088</b>	<b>1 890 793</b>	<b>3 748 830</b>	<b>3 539 132</b>	<b>1 888 102</b>

## 5. Information complémentaire sur les risques financiers

Financement-Québec utilise des conventions d'échange de taux d'intérêt afin de gérer les risques de taux d'intérêt relatifs à ses activités d'intermédiation financière. Les conventions d'échange de taux d'intérêt donnent lieu à l'échange périodique de paiements d'intérêts sans échange du montant nominal de référence sur lequel les paiements sont fondés, et ils sont comptabilisés à titre d'ajustement des intérêts débiteurs sur l'instrument d'emprunt y afférent. Le volume des conventions d'échange de taux d'intérêt en monnaie du Canada au 31 mars 2011 est de 17 240 millions de dollars (31 mars 2010 : 14 882 millions de dollars).

Financement-Québec utilise également des conventions d'échange de devises aux fins de gestion des risques de change auxquels l'exposent certains instruments d'emprunt libellés en devises. La Société désigne les conventions d'échange de devises comme couvertures de ses engagements fermes de payer les intérêts et le principal sur la dette libellée en devises, à défaut de quoi elle serait exposée à un risque de change. Les gains et les pertes de change sur le principal faisant l'objet de conventions d'échange sont compensés par les pertes et les gains de change correspondants sur la dette libellée en devises.

La juste valeur des éléments de l'actif et du passif de Financement-Québec au 31 mars 2011 a été évaluée en actualisant les flux de trésorerie au cours du marché pour les titres à taux fixes semblables. Les conventions d'échange de devises et de taux d'intérêt ne servent que pour des fins de couverture et sont évaluées de la même façon que les éléments de l'actif et du passif.

(en milliers de dollars)

	2011		2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Emprunts et Avances</b>				
Emprunts sur les marchés	20 221 257	20 387 068	16 482 266	16 540 589
Avances du fonds consolidé du revenu	204 404	267 957	209 573	275 601
Emprunts de la SCHL	1 208 110	1 170 557	—	—
Emprunts auprès du Fonds de financement	76 591	92 391	—	—
Emprunt auprès de la CHQ	74 024	91 544	—	—
Conventions d'échange de devises	—	269 964	—	237 754
Conventions d'échange de taux d'intérêt	—	75 717	—	182 165
<b>Total pour les emprunts et avances</b>	<b>21 784 386</b>	<b>22 355 198</b>	<b>16 691 839</b>	<b>17 236 109</b>
<b>Prêts</b>				
<b>Total pour les prêts</b>	<b>21 858 995</b>	<b>22 454 189</b>	<b>16 850 464</b>	<b>17 439 899</b>

Compte tenu de leur nature ou de leur échéance, la juste valeur des instruments financiers à court terme présentée dans le tableau ci-dessus ainsi que celle des autres instruments financiers correspond essentiellement à la valeur comptable.

## **6. Capital-actions**

### **Description**

#### **Autorisé :**

1 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune.

#### **Émis et payé :**

1 000 actions : 100 000 \$

Les actions de la Société sont détenues par le ministre des Finances du Québec.

## **7. Flux de trésorerie**

(en milliers de dollars)

	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
Encaisse	39	8
Placements temporaires	125 800	—
	<b>125 839</b>	<b>8</b>

Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation

(en milliers de dollars)

	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Intérêts courus sur prêts	(53 836)	4 652
Créances	82	29
Intérêts courus sur emprunts et avances	44 882	6 640
Charges à payer	138	266
Produits reportés	446	(530)
	<b>(8 288)</b>	<b>11 057</b>

Les intérêts payés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 646 797 297 \$ (31 mars 2010 : 610 188 002 \$).

#### **Opérations sans effet sur la trésorerie**

Au cours de l'exercice, un portefeuille de prêts à long terme de la CHQ, au montant de 151 735 286 \$ a été transféré à la Société. En contrepartie, elle assume le paiement de la dette à long terme de la CHQ associée à ces prêts pour un montant de 150 614 863 \$, ainsi que des intérêts courus sur emprunts pour un montant de 1 120 423 \$.

**8. Opérations entre apparentés**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement dans les états financiers.

**9. Chiffres comparatifs**

Certains chiffres de 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011.





## États financiers

de l'exercice terminé le 31 mars 2011

### RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Fondation de la faune du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

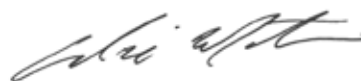
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Fondation reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification et de placement dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Fondation conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification et de placement pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,



André Martin

Québec, le 17 juin 2011

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Fondation de la faune du Québec, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, l'état des résultats et de l'évolution des soldes de fonds et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le

but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

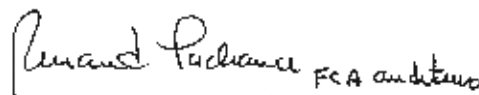
#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Fondation de la faune du Québec au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

### RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 17 juin 2011

## Résultats et évolution des soldes de fonds

de l'exercice clos le 31 mars 2011

	FONDS GÉNÉRAL		FONDS DES IMMOBILISATIONS		FONDS DÉDIÉ		TOTAL	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<b>PRODUITS</b>								
Contributions des pêcheurs, des chasseurs et des trappeurs	3 791 181 \$	3 831 436 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 791 181 \$	3 831 436 \$
Collectes de fonds (note 4)	758 869	1 036 806	-	-	-	-	758 869	1 036 806
Autres contributions (note 4)	938 088	466 563	1 744	4 969	1 294 274	635 141	2 234 106	1 106 673
Intérêts	127 291	98 549	4	1 843	-	-	127 295	100 392
	5 615 429	5 433 354	1 748	6 812	1 294 274	635 141	6 911 451	6 075 307
<b>CHARGES (note 5)</b>								
Coût des projets fauniques	4 466 911	4 003 353	41 368	49 242	202 312	475 851	4 710 591	4 528 446
Frais de collectes de fonds	445 790	583 664	-	-	-	-	445 790	583 664
Frais d'administration	619 667	649 005	-	-	-	-	619 667	649 005
	5 532 368	5 236 022	41 368	49 242	202 312	475 851	5 776 048	5 761 115
<b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	83 061	197 332	(39 620)	(42 430)	1 091 962	159 290	1 135 403	314 192
<b>SOLDES DE FONDS AU DÉBUT</b>	1 244 084	1 046 752	1 248 695	1 291 125	2 589 006	2 429 716	5 081 785	4 767 593
Virement interfonds	(24 340)	-	24 340	-	-	-	-	-
<b>SOLDES DE FONDS À LA FIN</b>	1 302 805 \$	1 244 084 \$	1 233 415 \$	1 248 695 \$	3 680 968 \$	2 589 006 \$	6 217 188 \$	5 081 785 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Bilan

au 31 mars 2011

	2011				2010
	FONDS GÉNÉRAL	FONDS DES IMMOBILISATIONS	FONDS DÉDIÉ	TOTAL	TOTAL
<b>ACTIF</b>					
<b>À court terme</b>					
Encaisse	56 874 \$	6 707 \$	- \$	63 581 \$	41 933 \$
Dépôts à terme (note 6)	3 007 074	-	-	3 007 074	2 087 155
Créances (note 7)	417 393	-	-	417 393	447 446
Intérêts courus	61 949	-	-	61 949	55 906
Stocks	28 989	-	-	28 989	26 333
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	-	-	3 680 968	-	-
Frais payés d'avance	23 079	3 570	-	26 649	29 392
Contributions à recevoir	-	-	-	-	82 340
	3 595 358	10 277	3 680 968	3 605 635	2 770 505
Placements détenus jusqu'à échéance (note 8)	3 074 221	-	-	3 074 221	2 960 000
Immobilisations (note 9)	190 004	1 223 138	-	1 413 142	1 392 986
	6 859 583 \$	1 233 415 \$	3 680 968 \$	8 092 998 \$	7 123 491 \$

**DÉPÔTS – PROJETS FAUNIQUES** (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Bilan (suite)

au 31 mars 2011

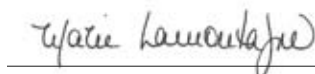
	2011				2010
	FONDS GÉNÉRAL	FONDS DES IMMOBILISATIONS	FONDS DÉDIÉ	TOTAL	TOTAL
<b>PASSIF</b>					
<b>À court terme</b>					
Charges à payer et frais courus	1 152 996 \$	- \$	- \$	1 152 996 \$	1 150 483 \$
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	3 680 968	-	-	-	-
Contributions reportées et autres sommes perçues d'avance (note 11)	722 814	-	-	722 814	808 883
Emprunts bancaires	-	-	-	-	82 340
	5 556 778	-	-	1 875 810	2 041 706
<b>SOLDES DE FONDS</b>					
Investis en immobilisations	190 004	1 233 138	-	1 423 142	1 392 986
Affectations à des projets fauniques :					
Solde engagé (note 12)	1 112 801	-	811 538	1 924 339	1 467 843
Solde d'affectation externe	-	-	2 869 430	2 869 430	2 220 956
Solde disponible	-	277	-	277	-
	1 302 805	1 233 415	3 680 968	6 217 188	5 081 785
	6 859 583 \$	1 233 415 \$	3 680 968 \$	8 092 998 \$	7 123 491 \$

**ENGAGEMENTS** (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**


Jacques Gauthier, président du conseil



Marie Lamontagne, trésorière

## Flux de trésorerie

de l'exercice clos le 31 mars 2011

	2011				2010
	FONDS GÉNÉRAL	FONDS DES IMMOBILISATIONS	FONDS DÉDIÉ	TOTAL	TOTAL RETRAITÉ (NOTE 3)
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>					
<b>Rentrées de fonds</b>					
Contributions-utilisateurs, partenaires, clients et membres	4 575 913 \$	104 \$	674 072 \$	5 250 089 \$	5 135 288 \$
Contributions gouvernementales et municipales	856 105	84 084	620 202	1 560 391	1 222 796
Intérêts reçus	121 180	72	-	121 252	48 411
<b>Sorties de fonds</b>					
Contributions aux projets	(3 712 060)	(25 000)	(202 312)	(3 939 372)	(3 306 121)
Fournisseurs et membres du personnel	(1 797 500)	(17 300)	-	(1 814 800)	(1 865 396)
Intérêts versés	(5 776)	-	-	(5 776)	(4 249)
<b>Rentrées de fonds nettes</b>	37 862	41 960	1 091 962	1 171 784	1 230 729
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>					
Acquisitions de dépôts à terme	(1 852 160)	-	-	(1 852 160)	(640 000)
Dispositions de dépôts à terme	640 000	-	-	640 000	-
Acquisitions de placements	(1 166 381)	-	-	(1 166 381)	(2 560 000)
Dispositions de placements	1 052 160	-	-	1 052 160	-
Acquisition d'immobilisations	(30 671)	(2 985)	-	(33 656)	(12 242)
<b>Sorties de fonds nettes</b>	(1 357 052)	(2 985)	-	(1 360 037)	(3 212 242)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>					
Remboursement d'emprunts	-	(82 340)	-	(82 340)	(79 631)
Virements interfonds	(24 340)	24 340	-	-	-
<b>Sorties de fonds nettes</b>	(24 340)	(58 000)	-	(82 340)	(79 631)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 343 530)	(19 025)	1 091 962	(270 593)	(2 061 144)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 463 356	25 732	-	1 489 088	3 550 232
Créances interfonds	1 091 962	-	(1 091 962)	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin *	1 211 788 \$	6 707 \$	- \$	1 218 495 \$	1 489 088 \$

\* La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse de 63 581 \$ (2010 : 41 933 \$) et les dépôts à terme échéant à moins de 3 mois de 1 154 914 \$ (2010 : 1 447 155 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Notes complémentaires

31 mars 2011

### 1. CONSTITUTION, FONCTIONS ET FINANCEMENT

La Fondation de la faune du Québec, corporation sans but lucratif instituée par la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., chapitre C-61.1) a pour fonctions de promouvoir la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.

La Fondation est reconnue comme étant un organisme de bienfaisance en vertu des lois sur le revenu provincial et fédéral ; elle n'est donc pas assujettie aux impôts.

Une contribution pour le financement de la Fondation, dont le montant est fixé par règlement du gouvernement, est perçue et versée à la Fondation par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune sur les permis de pêche, de chasse et de piégeage vendus.

### 2. MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Fondation, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, applicables aux organismes sans but lucratif, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile prévue des immobilisations et la juste valeur des placements. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

La Fondation applique la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour comptabiliser les apports.

Le fonds général rend compte des opérations courantes de la Fondation.

Le fonds des immobilisations rend compte des opérations afférentes aux acquisitions de terrains, de droits d'aménagement et d'équipements à des fins de protection des habitats fauniques. L'actif net du fonds est réservé à l'acquisition d'immobilisations pour la Fondation ou pour des tiers et au paiement des frais afférents. Ces immobilisations ne peuvent être aliénées, en tout ou en partie, sans l'accord des partenaires qui ont contribué à leur acquisition. Ce fonds constitue donc un fonds affecté.

Le fonds dédié représente les opérations découlant d'une entente de gestion de fonds dédiés régionaux conclue avec le ministère des Ressources naturelles et de la Faune et d'ententes de fonds dédiés spécifiques conclues avec d'autres partenaires. La Fondation a reçu dans le cadre de ces ententes des contributions assorties de restrictions pour la réalisation de projets d'habitats. Ce fonds constitue donc un fonds affecté.

### CONSTATATION DES APPORTS

Les apports affectés aux immobilisations et au fonds dédié sont constatés à titre de produits du fonds affecté approprié. Les autres apports affectés, pour lesquels il n'y a pas de fonds distinct, sont constatés à titre de produits du fonds général au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les apports reçus sous forme de biens et de services ne sont pas comptabilisés par la Fondation.

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel ils sont souscrits.

### CONSTATATION DES PRODUITS

Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les autres produits sont constatés au moment où ils sont acquis à la Fondation ou au moment de leur facturation.

### INSTRUMENTS FINANCIERS

La Fondation a choisi d'appliquer le chapitre 3861 *Instruments financiers - Informations à fournir et présentation* au lieu d'appliquer les chapitres 3862 et 3863 du *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA)*, tel que permis aux organismes sans but lucratif.

#### Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction.

#### Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers est le montant de la contrepartie dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

#### Catégories d'instruments financiers et évaluation ultérieure

##### *Actifs et passifs détenus à des fins de transaction*

Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont des instruments financiers acquis ou pris en charge principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme. Cette catégorie comprend également des actifs ne respectant pas les critères susmentionnés, mais que la Fondation a choisi de désigner irrévocablement comme étant détenus à des fins de transactions.

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, et les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatés aux résultats, le cas échéant.

La Fondation a classé l'encaisse comme étant détenu à des fins de transaction et a désigné de façon irrévocable les instruments financiers suivants : les dépôts à terme, les créances, les intérêts courus de même que les charges à payer et frais courus.

##### *Actifs détenus jusqu'à leur échéance*

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, autres que des prêts et des créances, dont les paiements sont déterminés ou déterminables jusqu'à leur échéance. Ces actifs sont évalués ultérieurement au coût, amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, le cas échéant. Les intérêts générés sont inclus au poste des produits d'intérêts. La Fondation a classé les placements dans cette catégorie.

## 2. MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers comprennent tous les passifs non dérivés qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués au coût, après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, le cas échéant. Cette évaluation correspond au coût.

### Baisse de valeur durable des actifs financiers

Pour les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, la Fondation évalue s'il existe une indication objective de la dépréciation de ces actifs. S'il existe une telle indication, le montant recouvrable des actifs est calculé. Si celui-ci est inférieur à la valeur comptable des actifs, une perte pour dépréciation est constatée à l'état des résultats.

### STOCKS

Les stocks sont évalués à la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette). Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

### IMMOBILISATIONS

#### Équipements

Les équipements sont comptabilisés au coût et sont amortis sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode linéaire aux taux de 20 % et 33 1/3 %.

#### Œuvres d'art

Les œuvres d'art, constituées principalement de tableaux fauniques, sont comptabilisées au coût, à l'exception de celles reçues à titre gratuit ou en contrepartie de services rendus, lesquelles sont comptabilisées, à la date d'acquisition, à leur valeur de marché établie par un expert indépendant. Elles ne sont pas amorties.

#### Logiciels

Les logiciels sont comptabilisés au coût et sont amortis sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode linéaire au taux de 33 1/3 %.

#### Terrains

Les terrains sont comptabilisés au coût, à l'exception de ceux reçus à titre gratuit qui sont comptabilisés, à la date d'acquisition, à leur valeur de marché établie par un expert indépendant ou à une valeur basée sur leur évaluation municipale.

#### Droits d'aménagement

Les droits d'aménagement détenus en vertu d'actes de servitude faunique sont comptabilisés au coût et ils ne sont pas amortis.

## TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie l'encaisse et les dépôts à terme facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et pour lesquels aucune affectation n'est liée.

## RÉGIMES DE RETRAITE

La Fondation participe aux régimes interentreprises gouvernementaux à prestations déterminées. N'ayant pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées, la Fondation applique la comptabilité des régimes à cotisations déterminées.

## MODIFICATION FUTURE DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

En décembre 2010, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a modifié la préface des normes comptables pour le secteur public dans le but d'enjoindre aux organismes sans but lucratif du secteur public, de se conformer soit au *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public* avec les chapitres SP 4200 à SP 4270, soit au *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public* sans ces chapitres, et ce, à compter des exercices ouverts le 1<sup>er</sup> janvier 2012. En date du 31 mars 2011, la Fondation n'a pas encore fait le choix de son référentiel comptable. La Fondation évalue actuellement les incidences futures du choix de son référentiel comptable sur la comptabilisation, l'évaluation ainsi que sur les informations à fournir dans les états financiers.

## 3. MODIFICATION COMPTABLE

La Fondation a corrigé le montant de ses équivalents de trésorerie afin d'inclure uniquement les placements qui sont facilement convertibles à court terme, c'est-à-dire ayant une échéance à moins de 3 mois. Ainsi, les placements qui ne rencontrent pas cette définition ont été reclassés aux activités d'investissement.

De plus, la Fondation a corrigé ses activités d'investissement afin de présenter en totalité ses acquisitions de placements à long terme au lieu de présenter une variation de placements affectés au fonds dédié.

Ces corrections, appliquées de façon rétroactive, ont eu les effets suivants sur les postes de l'état des flux de trésorerie :

	2010
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENTS</b>	
Acquisitions de dépôt à terme	(640 000)
Acquisitions de placements	(2 560 000)
Variation des placements affectés au Fonds dédié	159 290
Sorties de fonds nettes	(3 040 710)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	2 429 716
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	(610 994)



## 4. COLLECTES DE FONDS ET AUTRES CONTRIBUTIONS

	2011				2010
	COLLECTES DE FONDS	AUTRES CONTRIBUTIONS		TOTAL	TOTAL
	FONDS GÉNÉRAL	FONDS GÉNÉRAL	IMMOBILISATIONS	FONDS DÉDIÉ	
Gouvernements et municipalités	40 737 \$	840 321 \$	1 744 \$	620 202 \$	1 503 004 \$
Entreprises	284 069	98	-	653 380	937 547
Particuliers	349 078	3 581	-	8 776	361 435
Fondations et OSBL	84 985	94 088	-	11 916	190 989
	758 869 \$	938 088 \$	1 744 \$	1 294 274 \$	2 992 975 \$
					2 143 479 \$

## 5. CHARGES

## FONDS GÉNÉRAL

	2011	2010
<b>Coûts des projets fauniques</b>		
Contributions :		
- Projets relatifs aux habitats	2 798 363 \$	2 285 717 \$
- Projets relatifs à la pêche et à la relève <sup>3)</sup>	663 656	536 395
- Projets relatifs aux partenariats fauniques	182 828	312 625
- Projets de la Fondation <sup>1) 3)</sup>	123 446	204 596
Traitements et avantages sociaux	599 166	556 599
Honoraires professionnels	4 946	10 893
Déplacements	12 485	10 387
Réunions, congrès et perfectionnement	2 806	2 988
Publicité et promotion <sup>3)</sup>	65 580	67 068
Impression et fournitures	9 060	10 191
Amortissement des immobilisations	4 396	4 944
Autres	179	950
	4 466 911 \$	4 003 353 \$
<b>Frais de collectes de fonds</b>		
Traitements et avantages sociaux	202 545 \$	268 657 \$
Honoraires professionnels <sup>3)</sup>	26 032	43 384
Commissions et redevances	6 357	3 689
Achat de biens	30 930	27 448
Déplacements	11 684	13 112
Réunions, congrès et perfectionnement	4 920	4 865
Repas / événements-bénéfice	17 894	16 004
Publicité et promotion <sup>3)</sup>	94 921	118 311
Impression et fournitures	19 872	12 632
Amortissement des immobilisations	2 796	3 968
Autres <sup>2)</sup>	27 839	71 594
	445 790 \$	583 664 \$

	2011	2010
<b>Frais d'administration</b>		
Traitements et avantages sociaux	425 009 \$	433 785 \$
Honoraires professionnels	14 219	27 641
Déplacements	23 125	24 293
Réunions, congrès et perfectionnement	4 941	7 028
Publicité et promotion	4 000	5 274
Loyer	106 545	100 406
Impression et fournitures	27 802	33 398
Amortissement des immobilisations	3 807	6 324
Autres	10 219	10 856
	619 667 \$	649 005 \$

<sup>1)</sup> Ce poste inclut des honoraires professionnels de 87 984 \$ (2010 : 107 815 \$) et incluait en 2010 des traitements et avantages sociaux de 70 703 \$, aucun montant en 2011.

<sup>2)</sup> Ce poste incluait en 2010 une dévaluation de stock de 43 201 \$. Aucune dévaluation de stocks en 2011.

<sup>3)</sup> Ces postes incluent des dépenses d'amortissement pour les montants suivants :

	2011	2010
<b>Coûts des projets fauniques</b>		
Projets relatifs à la pêche et à la relève	760 \$	760 \$
Projets de la Fondation	-	724
Publicité et promotion	-	3 821
<b>Collecte de fonds</b>		
Honoraires professionnels	1 741	-
Publicité et promotion	-	3 821
	2 501 \$	9 126 \$

## 5. CHARGES (SUITE)

### FONDS DES IMMOBILISATIONS

	2011	2010
<b>Coûts des projets fauniques</b>		
Contributions :		
Projets d'acquisitions et de protection de terrains	25 000 \$	25 000 \$
Frais indirects :		
Traitements et avantages sociaux	5 388	5 388
Publicité et promotion	-	208
Gestion de terrains	8 424	10 667
Intérêts sur les emprunts bancaires	1 751	4 865
Déplacements et autres	805	3 114
	41 368 \$	49 242 \$
<b>FONDS DÉDIÉ</b>		
<b>Coûts des projets fauniques</b>		
Contributions :		
Projets relatifs aux habitats	202 312 \$	475 851 \$

## 6. DÉPÔTS À TERME

Les dépôts à terme ont des échéances entre le 8 octobre 2011 et le 13 décembre 2011 et portent intérêts à un taux moyen de 1,78 %. Ils incluent un dépôt à terme rachetable d'un montant de 1 154 914 \$.

## 7. CRÉANCES

Les créances incluent un montant de 253 293 \$ (2010: 70 860 \$) à recevoir de ministères et organismes du gouvernement du Québec.

## 8. PLACEMENTS

Les placements détenus jusqu'à échéance, ont des échéances entre le 5 juin 2012 et le 23 novembre 2014, sont non rachetables et portent intérêts à un taux moyen de 2,76 %.

## 9. IMMOBILISATIONS

	2011			2010
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
<b>Fonds général</b>				
Équipements	94 161 \$	78 316 \$	15 845 \$	22 613 \$
Œuvres d'art	155 055	-	155 005	150 005
Logiciels	68 208	49 054	19 154	215
	317 374	127 370	190 004	172 833
<b>Fonds des immobilisations</b>				
Terrains	1 171 498	-	1 171 498	1 168 513
Droits d'aménagement	51 640	-	51 640	51 640
	1 223 138	-	1 223 138	1 220 153
	1 540 512 \$	127 370 \$	1 413 142 \$	1 392 986 \$

L'amortissement pour l'exercice s'élève à 13 500 \$ (2010: 24 362 \$).

Conformément à sa politique foncière en matière de protection des habitats fauniques, la Fondation a l'intention de céder à titre gratuit, les titres de propriété qu'elle détient sur des terrains en vue d'y protéger des habitats fauniques. Ces terrains seront transférés, à plus ou moins brèves échéances, à des organismes locaux, lesquels doivent assurer la continuité de cette protection. Le coût de ces terrains sera comptabilisé à titre de charge de l'exercice au cours duquel le terrain sera transféré.

## 10. DÉPÔTS - PROJETS FAUNIQUES

La Fondation est dépositaire de fonds pour le compte d'organismes pour des projets spécifiques dans lesquels elle n'est pas impliquée. Le solde de ces fonds n'est pas inclus aux états financiers de la Fondation.

Le solde de ces fonds est constitué des éléments suivants :

	2011	2010
Solde de fonds au début	159 965 \$	176 708 \$
Dépôts et intérêts reçus	77 395	72 137
Déboursés et frais d'administration	(76 510)	(88 757)
Augmentation (diminution) des intérêts courus	135	(123)
Solde de fonds à la fin	160 985 \$	159 965 \$

## 11. CONTRIBUTIONS REPORTÉES ET AUTRES SOMMES PERÇUES D'AVANCE

### FONDS GÉNÉRAL

Les contributions reportées et autres sommes perçues d'avance sont constituées des éléments suivants :

	2011					2010
	COMMANDITES REÇUES POUR LA TENUE D'UNE ACTIVITÉ-BÉNÉFICE	DONS AFFECTÉS	PRODUITS NETS NON UTILISÉS DES ENCANS FAUNE ET NATURE	SUBVENTIONS POUR PROJETS FAUNIQUES	TOTAL	TOTAL
Solde au début	500 \$	189 825 \$	127 918 \$	490 640 \$	808 883 \$	182 851 \$
Attributions de l'exercice	12 700	93 040	44 350	745 500	895 590	1 050 382
	13 200	282 865	172 268	1 236 140	1 704 473	1 233 233
Constatés à titre de produits de l'exercice	(500)	(134 913)	(87 041)	(759 205)	(981 659)	(424 350)
Solde à la fin	12 700 \$	147 952 \$	85 227 \$	476 935 \$	722 814 \$	808 883 \$

## 12. AFFECTATIONS À DES PROJETS FAUNIQUES

### FONDS GÉNÉRAL

La Fondation s'est engagée à verser un montant de 2 498 289 \$ (2010 : 2 513 449 \$) à titre d'aide financière pour différents projets fauniques, engagements dont la répartition future est la suivante :

2012	2 211 222 \$
2013	208 067
2014	54 000
2015	25 000
	2 498 289 \$

Au 31 mars 2011, les contrats d'aide financière signés représentaient 1 476 931 \$ du montant total engagé.

La Fondation a affecté 1 112 801 \$ (2010 : 1 071 251 \$) pour pourvoir à ses engagements.

## 12. AFFECTATIONS À DES PROJETS FAUNIQUE (SUITE)

### FONDS DÉDIÉ

La Fondation s'est engagée à verser un montant de 811 538 \$ (2010: 368 050 \$) à titre d'aide financière pour différents projets fauniques d'ici 2014, dont 747 018 \$ en 2012.

Au 31 mars 2011, les contrats d'aide financière signés représentaient 811 538 \$ du montant total engagé.

### 13. ENGAGEMENTS

La Fondation est engagée par un bail à long terme renouvelable, échéant le 30 novembre 2015, pour des locaux administratifs. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2012	107 125 \$
2013	108 479
2014	109 446
2015	111 379
2016	74 253
	<b>510 682 \$</b>

### 14. INFORMATION CONCERNANT LE CAPITAL

La Fondation de la faune du Québec gère plusieurs subventions et dons pour lesquels il existe des affectations d'origine externe précisant les conditions à respecter pour utiliser ces ressources financières. Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Fondation est constitué de ses soldes de fonds. Au 31 mars 2011, les soldes de fonds de la Fondation s'élevaient à 6 217 188 \$ (2010: 5 081 785 \$). Les objectifs de capital n'ont pas changé depuis l'exercice précédent et la Fondation s'est conformée aux exigences de ces apports affectés.

### 15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Fondation est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Fondation n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

### 16. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

#### RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Fondation participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le taux de cotisation de la Fondation pour le RREGOP a augmenté de 8,19 % à 8,69 % de la masse salariale cotisable et celui pour le RRAS de 10,54 % à 11,54 %.

Les cotisations de la Fondation imputées aux opérations de l'exercice s'élèvent à 68 218 \$ (2010: 73 139 \$). Les obligations de la Fondation envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### 17. INSTRUMENTS FINANCIERS

#### MARGE DE CRÉDIT BANCAIRE

Au 31 mars 2011, la Fondation dispose d'une marge de crédit bancaire de 200 000 \$ renouvelable annuellement. La marge de crédit est garantie par un dépôt à terme de 100 000 \$. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel qui représente 3 % à la date du bilan (2010: 1,25 %). Aux 31 mars 2010 et 2011, le solde était nul.

#### JUSTE VALEUR

Les méthodes et les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers du bilan :

Le coût des actifs et passifs à court terme représente une estimation raisonnable de leur juste valeur, en raison de leur échéance rapprochée.

L'évaluation de la juste valeur des instruments financiers est fondée sur le cours du marché lorsqu'un marché actif existe. Si un cours du marché n'est pas disponible, la juste valeur des placements est estimée par l'actualisation des flux monétaires futurs aux taux d'intérêt actuels du marché pour les ententes de placements semblables. Au 31 mars 2011, la juste valeur des placements est de 3 123 284 \$ (2010: 3 071 408 \$).

#### GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

#### RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition au risque de crédit de la Fondation correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. La Fondation, dans le cours normal de son exploitation, effectue le suivi de ses créances, environ 61 % des créances est à recevoir d'un débiteur. Par ailleurs, l'encaisse et les dépôts à terme sont placés auprès d'institutions financières de premier ordre. La direction de la Fondation ne croit pas être exposée à un niveau de risque plus élevé que la normale à l'égard de ces actifs monétaires.

#### RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Fondation est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux fixes, puisqu'ils assujettissent la Fondation à un risque de juste valeur. En date du 31 mars 2011, la Fondation a complètement remboursé son emprunt bancaire et ses dépôts à terme présentant des échéances à court terme. Les placements à long terme ont des taux d'intérêt fixes. La Fondation considère que son exposition au risque de taux d'intérêt est minime.

### 18. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011.



## RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN

Coordonnateur des affaires du Fond central de soutien à la réinsertion sociale

J'ai procédé à l'examen du bilan de "Fonds central de soutien à la réinsertion sociale" au 31 décembre 2010 ainsi que l'état des résultats, des actifs net et l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Mon examen a été effectué conformément aux normes d'examen généralement reconnues du Canada et a donc consisté essentiellement en prise de renseignements, procédés analytiques et discussions portant sur les renseignements qui m'ont été fournis par l'organisme.

Un examen ne constitue pas une vérification et, par conséquent, je n'exprime pas une opinion de vérificateur sur ces états financiers.

Au cours de mon examen, je n'ai rien relevé qui me porte à croire que ces états financiers ne sont pas conformes, à tous les égards importants, aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Kevin Parent  
Comptable général accrédité

Beloeil, le 9 mars 2011

**FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**  
**RÉSULTATS**  
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**  
**(NON VÉRIFIÉ)**

3

	2010		2009
<b>PRODUITS</b>			
Récupération des actifs d'un fonds liquidés	377 700	\$	- \$
Cotisations des fonds des établissements de détention	76 191		210 706
Intérêts sur les prêts	-		687
Intérêts sur les dépôts bancaires	-		7
Intérêts sur les placements	14 212		17 237
Dividendes sur unités de fonds mutuels	1 262		6 130
	469 365		234 767
<b>CHARGES</b>			
Déboursés lors de la liquidation d'un fonds	6 563		-
Honoraires professionnels	61 342		66 267
Déplacements	19 150		20 347
Frais de bureau	8 042		8 648
Amortissement des immobilisations corporelles	437		237
Dons aux fonds des établissements de détention	177 959		131 209
Annulation des pertes latentes cumulées	30 642		-
	304 135		226 708
<b>SURPLUS DES PRODUITS</b>			
<b>PAR RAPPORT AUX CHARGES</b>	165 230	\$	8 059 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

**FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**  
**ÉVOLUTION DES ACTIFS NET**  
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**  
**(NON VÉRIFIÉ)**

4

	Investis en immobilisations	Non affectés	2010	2009
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	<b>2 187</b>	<b>1 787 308</b>	<b>1 789 495 \$</b>	<b>1 781 436 \$</b>
Surplus (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(437)	165 667	165 230	8 059
	<b>1 750</b>	<b>1 952 975</b>	<b>1 954 725</b>	<b>1 789 495</b>
Gains (pertes) latent(e)s des périodes antérieures	-	(30 642)	(30 642)	(92 339)
Gains latents de la période considérée	-	-	-	61 697
Pertes réalisées au cours de la période	-	30 642	30 642	-
Gains (pertes) latent(e)s cumulés (note 7)	-	-	-	(30 642)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<b>1 750</b>	<b>1 952 975</b>	<b>1 954 725 \$</b>	<b>1 758 853 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

**FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**  
**BILAN**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2010**  
**(NON VÉRIFIÉ)**

5

	2010		2009	
<b>ACTIF</b>				
ACTIF À COURT TERME				
Encaisse	206 070	\$	164 635	\$
Débiteurs (note 3)	73 664		196 854	
Frais payés d'avance	20 505		18 099	
Prêts portion à court terme (note 4)	33 918		33 917	
	334 157		413 505	
PLACEMENTS ET PRÊTS				
Prêts (note 4)	214 265		248 183	
Placements (note 5)	1 406 058		1 094 979	
Immobilisations corporelles (note 6)	1 750		2 187	
	1 622 073		1 345 349	
	1 956 230	\$	1 758 854	\$
<b>PASSIF</b>				
PASSIF À COURT TERME				
Créditeurs et frais courus	1 506	\$	-	\$
	1 506		-	
<b>ACTIFS NET</b>				
Investis en immobilisations	1 749		2 187	
Non affectés	1 952 975		1 756 667	
	1 954 724		1 758 854	
	1 956 230	\$	1 758 854	\$

**LE COORDONNATEUR DES AFFAIRES DU FONDS CENTRAL**



Gaston Gamache

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers



**FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**  
**FLUX DE TRÉSORERIE**  
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**  
**(NON VÉRIFIÉ)**

6

	2010	2009
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Surplus des produits sur les charges	165 230 \$	8 059 \$
Ajustements pour :		
Intérêts sur obligations et dépôts garantis	(11 810)	15 390
Amortissement des immobilisations corporelles	437	237
Dividendes sur unités de fonds mutuels	-	(6 130)
	153 857	17 556
Variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation :		
Encaissement des prêts	33 918	101 767
Débiteurs	135 000	(55 294)
Frais payés d'avance	(2 406)	(398)
Créditeurs et frais courus	1 506	(800)
	168 018	45 275
Flux de trésorerie provenant pour les activités d'exploitation	321 875	62 831
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition de placements	(722 599)	(683 459)
Annulation des pertes latentes cumulées	30 642	-
Produit de disposition de placements	411 519	725 276
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(280 438)	41 817
<b>AUGMENTATION DE L'ENCAISSE</b>	41 437	104 648
<b>ENCAISSE DU DÉBUT</b>	164 634	59 986
<b>ENCAISSE À LA FIN</b>	206 070 \$	164 634 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

**FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**  
**(NON VÉRIFIÉ)**

7

## **1. CONSTITUTION, FONCTIONS ET FINANCEMENT**

---

Le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale est constitué par la *Loi sur le système correctionnel du Québec* (L.R.Q., chapitre S-4.01), autrefois la *Loi sur les services correctionnels*. Il est constitué à titre de patrimoine fiduciaire d'utilité sociale, affecté au soutien, par don ou par prêt, avec ou sans intérêt, des fonds constitués dans les établissements de détention financièrement dans le besoin. Le Fonds central est constitué des cotisations versées, en application de l'article 94, par les fonds constitués dans les établissements de détention, des autres sommes d'argent dont la provenance peut être déterminée par règlement et des intérêts produits par les sommes d'argent constituant le fonds. La cotisation perçue par le Fonds central de chacun des fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention est déterminée par le ministre à l'intérieur des limites fixées par règlement du gouvernement et peut être différente pour chaque fonds.

En vertu des lois applicables de l'impôt sur le revenu, le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

## **2. CONVENTIONS COMPTABLES**

---

La préparation des états financiers du Fonds, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### **Placements temporaires**

Les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la moindre valeur (coût-valeur de réalisation nette).

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode dégressive aux taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	20%
Équipement de bureau	20%

**FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**  
**(NON VÉRIFIÉ)**

8

**Instruments financiers**

Les instruments financiers de l'organisme sont constitués des placements, des créances, des fournisseurs et des sommes prêtées. Sauf indication contraire, la direction considère que l'organisme n'est pas exposé à des risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit importants découlant de ces instruments financiers. Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments se rapproche de la valeur comptable.

En conformité avec le chapitre 3855 (Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation) du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), l'organisme a désigné tous les placements en fonds commun, lorsque aucune influence notable n'est exercée, comme des placements disponibles à la vente et il les présente à la juste valeur.

<b>3. DÉBITEURS</b>	<b>2010</b>		<b>2009</b>	
Cotisations à recevoir	<b>60 000</b>	\$	195 000	\$
Intérêts courus	<b>13 664</b>		1 854	
	<b>73 664</b>	\$	196 854	\$
<b>4. PRÊTS</b>	<b>2010</b>		<b>2009</b>	
Sherbrooke - sans intérêt, encaissable par versements mensuels de 1 309.80 \$, échéant en 2021*	<b>162 416</b>	\$	178 133	\$
Maison Tanguay - sans intérêt ni versement pour les deux premières années. Mensualité de 833.33 \$ à partir du 1er octobre 2009	<b>47 500</b>		57 500	
New Carlisle - sans intérêt, encaissable par versements mensuels de 683 \$, échéant en 2015*	<b>38 267</b>		46 467	
	<b>248 183</b>		282 100	
Versements à recevoir au cours du prochain exercice	<b>(33 918)</b>		(33 917)	
	<b>214 265</b>	\$	248 183	\$

\* Le taux d'intérêt et les conditions de remboursement sont réévalués chaque année à la date anniversaire du prêt.

**FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**  
**(NON VÉRIFIÉ)**

9

<b>5. PLACEMENTS</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Dépôts à terme</b>		
Dépôt à terme, intérêt à 1,20%, échéant le 21 mars 2011	<b>179 807 \$</b>	179 807 \$
Dépôt à terme, intérêt variable de 0,65% à 3,85%, échéant le 16 septembre 2012	<b>503 652</b>	503 652
Dépôt à terme, intérêt à 1,6%, échéant le 22 septembre 2013	<b>222 599</b>	-
Dépôt à terme, intérêt à 2,37%, échéant le 22 septembre 2013	<b>500 000</b>	-
	<b>1 406 058 \$</b>	683 459 \$
<b>Intérêts courus long terme</b>	<b>13 664</b>	-
<b>Fonds mutuels (voir note 7)</b>	-	411 520
	<b>1 419 722 \$</b>	1 094 979 \$

**6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	<b>2010</b>		<b>2009</b>	
	<b>Coût</b>	<b>Amortissement cumulé</b>	<b>Net</b>	<b>Net</b>
Équipement de bureau	<b>3 300 \$</b>	<b>3 300 \$</b>	- \$	- \$
Équipement informatique	<b>10 373</b>	<b>8 624</b>	<b>1 749</b>	2 187
	<b>13 673 \$</b>	<b>11 924 \$</b>	<b>1 749 \$</b>	2 187 \$

**FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**  
**(NON VÉRIFIÉ)**

10

**7. INSTRUMENTS FINANCIERS**

En conformité avec les recommandations du chapitre 3855 (Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation) du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), l'organisme désigne les placements de fonds mutuels comme des placements disponibles à la vente et il les comptabilise à la juste valeur.

	2010		2009	
<b>Fonds mutuels</b>				
Valeur précédente	411 520	\$	343 692	\$
Rachat des fonds mutuels	380 878			
Montants réinvestis	-		6 130	
Gains latents	-		61 698	
Pertes réalisées	(30 642)		-	
	-	\$	411 520	\$



**RAPPORT DE LA DIRECTION**

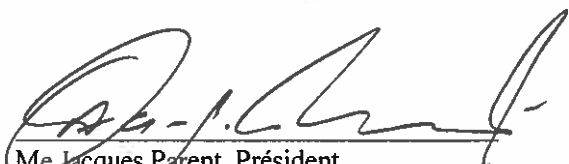
Les états financiers du Fonds d'aide aux recours collectifs ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.


Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Me Jacques Parent, Président



Me Samy Elnemr, Conseiller juridique et secrétaire

Montréal, le 28 juillet 2011

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds d'aide aux recours collectifs (le Fonds) qui comprennent le bilan au 31 mars 2011 et l'état des résultats et de l'excédent cumulé pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.


#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général du Québec* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 FCA auditeur

Renaud Lachance, FCA auditeur

Montréal, le 28 juillet 2011



**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**  
**RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

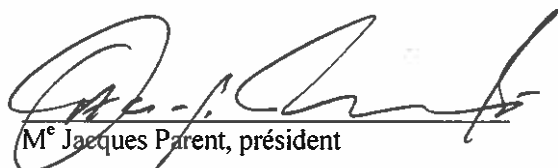
	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	\$	\$
<b>PRODUITS</b>		
Subvention du gouvernement du Québec	716 900	720 500
Reliquats et réclamations liquidées	2 924 160	3 444 953
Subrogations	1 682 942	965 898
Intérêts	140 849	115 446
	<u>5 464 851</u>	<u>5 246 797</u>
<b>CHARGES</b>		
Aide aux bénéficiaires (note 3)	<u>1 645 468</u>	<u>2 616 255</u>
Frais du conseil d'administration :		
Honoraires et avantages sociaux	56 040	47 674
Frais de déplacement et représentation	22 439	20 341
	<u>78 479</u>	<u>68 015</u>
Frais de la permanence du Fonds :		
Traitements et avantages sociaux	166 964	231 310
Loyers	32 212	31 337
Services professionnels et administratifs	16 742	26 654
Messagerie et communication	5 778	11 879
Fournitures et approvisionnement	2 355	2 419
Entretien et réparations	887	443
Autres frais	3 580	2 520
	<u>228 518</u>	<u>306 562</u>
	<u>1 952 465</u>	<u>2 990 832</u>
<b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>	3 512 386	2 255 965
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	<u>5 248 298</u>	<u>2 992 333</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<u>8 760 684</u>	<u>5 248 298</u>

**INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE (note 4)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS****BILAN****AU 31 MARS 2011**

<b>ACTIF</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>À court terme</b>		
Encaisse	273 902	254 548
Placements temporaires (note 5)	2 600 000	3 105 091
Intérêts courus	107 935	108 603
Charges payées d'avance	-	921
	<u>2 981 837</u>	<u>3 469 163</u>
<b>Placements (note 5)</b>	<u>5 862 439</u>	<u>1 873 000</u>
	<u>8 844 276</u>	<u>5 342 163</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Charges à payer et frais courus	60 939	36 844
Provision pour vacances	<u>12 328</u>	<u>19 679</u>
	<u>73 267</u>	<u>56 523</u>
<b>Provision pour congés de maladie (note 6)</b>	<u>10 325</u>	<u>37 342</u>
	<u>83 592</u>	<u>93 865</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ (note 7)</b>	<u>8 760 684</u>	<u>5 248 298</u>
	<u>8 844 276</u>	<u>5 342 163</u>

**ENGAGEMENTS (note 8)****POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**


M<sup>e</sup> Jacques Parent, président



M<sup>e</sup> Anne Turgeon, administratrice

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS****NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2011****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'aide aux recours collectifs, personne morale au sens du Code civil, constitué par la *Loi sur le recours collectif* (L.R.Q., chapitre R-2.1), a pour objet d'assurer le financement des recours collectifs en la manière prévue par cette loi ainsi que de diffuser des informations relatives à l'exercice de ces recours. Ce financement permet d'apporter l'aide nécessaire pour qu'un recours collectif puisse être exercé ou continué.

En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C., 1985, c. 1.5 supplément) et de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., c. I-3), le Fonds n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

**2. MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Fonds par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Le principal élément faisant l'objet d'estimation est l'établissement de la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des états financiers.

**Constatation des produits**

Les produits de subrogations, de reliquats et de réclamations liquidées sont comptabilisés au moment où ils sont encaissés.

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les produits d'intérêts qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

**Aide aux bénéficiaires**

La charge d'aide aux bénéficiaires est comptabilisée dans l'année où l'aide est exigible et payable et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il y en a.

**Placements**

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la juste valeur.

Les placements à long terme sont comptabilisés à la valeur d'acquisition.

Toute moins-valeur durable est diminuée de la valeur comptable des placements et la perte est imputée aux résultats de l'exercice.

**Avantages sociaux futurs***Régime de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée au régime interentreprises à prestations déterminées gouvernemental compte tenu que le Fonds ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

*Provision pour congés de maladie*

Les obligations à long terme découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladies par les employés.

*Provision pour vacances*

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque le Fonds estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

**3. AIDE AUX BÉNÉFICIAIRES**

L'aide aux bénéficiaires versée en 2011 pour les recours collectifs comprend un montant de 294 244 \$ (2010 : 314 760 \$) pour deux dossiers du tabac.

## 4. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

Secteurs d'activité	2011		2010	
	Fonctionnement	Aide aux bénéficiaires	Fonctionnement	Aide aux bénéficiaires
	\$	\$	\$	\$
<b>Produits</b>				
Subvention du gouvernement du Québec	418 700	298 200	422 300	298 200
Reliquats et réclamations liquidées <sup>(1)</sup>	-	2 924 160	-	3 444 953
Subrogations	-	1 682 942	-	965 898
Intérêts	-	140 849	-	115 446
	418 700	5 046 151	422 300	4 824 497
<b>Charges</b>				
Aide aux bénéficiaires	-	1 645 468	-	2 616 255
Frais du conseil d'administration :				
Honoraires et avantages sociaux	56 040	-	47 674	-
Frais de déplacement et représentation	22 439	-	20 341	-
	78 479	-	68 015	-
Frais de la permanence du Fonds :				
Traitements et avantages sociaux	166 964	-	231 310	-
Loyers	32 212	-	31 337	-
Services professionnels et administratifs	16 742	-	26 654	-
Messagerie et communication	5 778	-	11 879	-
Fournitures et approvisionnement	2 355	-	2 419	-
Entretien et réparations	887	-	443	-
Autres frais	3 580	-	2 520	-
	228 518	-	306 562	-
	306 997	1 645 468	374 577	2 616 255
<b>Excédent de l'exercice</b>	111 703	3 400 683	47 723	2 208 242
		3 512 386		2 255 965

<sup>(1)</sup> Conformément à la loi, les produits de reliquats et réclamations liquidées sont affectés entièrement à l'aide aux bénéficiaires.

## 5. PLACEMENTS

À court terme	2011 \$	2010 \$
Coupon de la Province de Québec au taux d'intérêt de 2,87 % échu le 1 <sup>er</sup> juin 2010	-	1 604 791
Coupon de la Province de Québec au taux d'intérêt de 0,41 % échu le 1 <sup>er</sup> juin 2010	-	700 000
Coupon d'Hydro-Ontario échu le 6 février 2011 au taux d'intérêt de 0,74 %	-	500 000
Certificats de placement garantis échus les 18 et 31 mars 2011 au taux d'intérêt de 0,30 %	-	300 300
Coupon d'Hydro-Québec échéant le 16 juillet 2011 au taux d'intérêt de 1,49 %	1 000 000	-
Coupon d'Hydro-Québec échéant le 26 septembre 2011 au taux d'intérêt de 1,46 %	1 000 000	-
Certificat de placement garanti échéant le 27 septembre 2011 au taux d'intérêt de 0,80 %	100 000	-
Certificats de placement garantis échéant le 28 février 2012 au taux d'intérêt de 0,85 %	500 000	-
	<u>2 600 000</u>	<u>3 105 091</u>

La valeur marchande au 31 mars 2011 est de 2 639 007 \$ (2010 : 3 184 337 \$).

À long terme	2011	2010
	\$	\$
Obligation du Québec à taux d'intérêt progressif au taux de 6,25 % jusqu'au 25 septembre 2010, 6,50 % jusqu'au 25 septembre 2011 et de 7,00 % jusqu'à l'échéance, le 26 septembre 2012	873 000	873 000
Coupon d'Hydro-Québec échéant le 16 juillet 2011 au taux d'intérêt de 1,49 %	-	1 000 000
Coupon de la Nouvelle-Écosse échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2012 au taux d'intérêt de 1,92 %	1 000 000	-
Coupon de la Colombie-Britannique échéant le 18 juin 2012 au taux d'intérêt de 1,92 %	1 385 000	-
Coupon de l'Ontario échéant le 2 décembre 2012 au taux d'intérêt de 1,66 %	504 439	-
Coupon de la Nouvelle-Écosse échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2012 au taux d'intérêt de 1,71 %	900 000	-
Coupon de la Nouvelle-Écosse échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2013 au taux d'intérêt de 1,93 %	500 000	-
Coupon d'Hydro-Québec échéant le 15 août 2013 au taux d'intérêt de 2,07 %	700 000	-
	<u>5 862 439</u>	<u>1 873 000</u>

La valeur marchande au 31 mars 2011 est de 5 930 758 \$ (2010 : 1 906 913 \$).

## 6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

### Régime de retraite

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime interentreprises est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le taux de cotisation du RREGOP est passé à 8,69 % (2010 : 8,19 %) de la masse salariale exigible.

Les cotisations du Fonds imputées aux opérations de l'exercice s'élèvent à 8 482 \$ (2010 : 11 888 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### Provision pour congés de maladie

Les obligations relatives aux congés de maladies accumulés sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

	2011	2010
	\$	\$
Solde au début	37 342	41 379
Variation due à la rotation du personnel	(28 543)	(5 123)
Charge de l'exercice	4 838	4 938
Prestations versées au cours de l'exercice	(3 312)	(3 852)
Solde à la fin	10 325	37 342

### Description

Le Fonds dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Fonds.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 p. cent en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services au Fonds. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

### Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

	2011	2010
Taux d'indexation	2,00 %	2,50 %
Taux d'actualisation	4,82 %	4,55 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	18 ans	10 ans



## **7. EXCÉDENT CUMULÉ**

Le conseil d'administration du Fonds considère essentiel de maintenir les liquidités à un montant de 300 000 \$ pour son fonds de roulement. De plus, il a résolu de réserver le solde de l'excédent cumulé pour pourvoir aux engagements présents et futurs du Fonds.

## **8. ENGAGEMENTS**

Les engagements du Fonds relatifs à l'aide aux bénéficiaires sont de 2 648 136 \$ au 31 mars 2011 (2010 : 2 567 048 \$) dont 950 \$ (2010 : 5 194 \$) pour deux dossiers du tabac.

La limite des engagements autorisés par le ministre de la Justice aux 31 mars 2011 et 2010 est de 3 300 000 \$, dont 300 000 \$ sont réservés pour deux dossiers du tabac.

## **9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées et comptabilisées à la valeur d'échange, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.



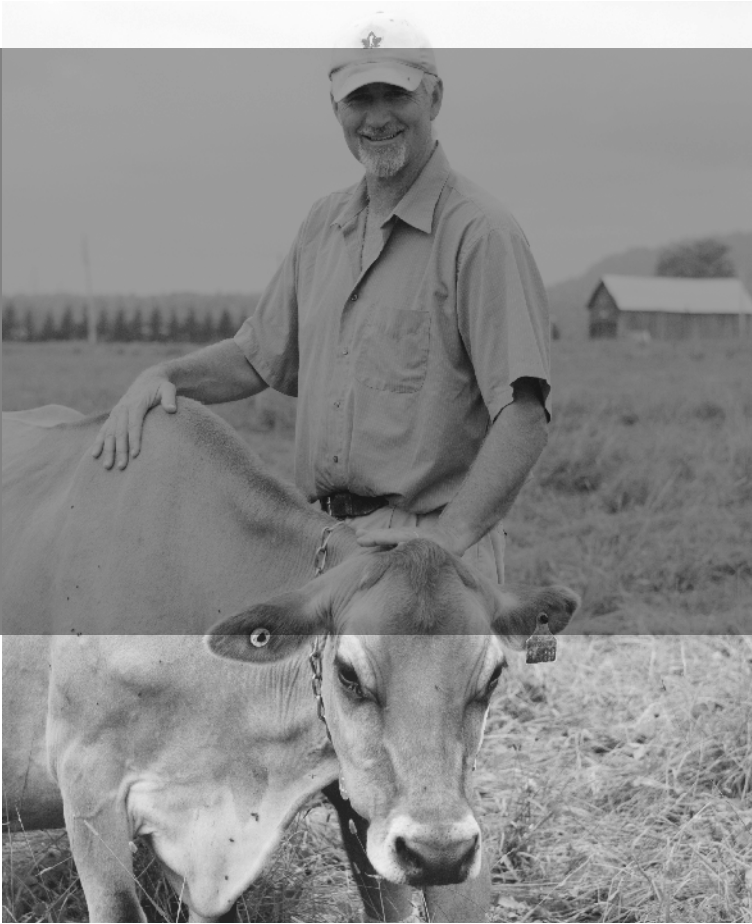


Photo: Éric Labonté, MAPAQ

## 5<sup>e</sup> partie

### États financiers du fonds d'assurance- garantie

administré par la Régie des marchés  
agricoles et alimentaires du Québec  
de l'année financière terminée  
le 31 mars 2011

#### 5.1 PRÉAMBULE

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec administre le Fonds d'assurance-garantie constitué en vertu de la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche*. Elle produit chaque année le bilan ainsi que l'état des résultats et du solde du Fonds.

Au cours des années antérieures, à la demande de la Régie, le Vérificateur général a procédé à la vérification de ses états financiers. Toutefois, depuis 2008, l'introduction des nouvelles normes de vérification a exigé une reddition de comptes de plus en plus complexe qui dépasse largement les besoins de la Régie quant à son obligation d'assurer la conformité des états financiers du Fonds.

Puisque la Loi ne comporte aucune obligation de produire des états financiers vérifiés et considérant que les sommes versées dans ce fonds sont administrées par la Caisse de dépôt et placement du Québec et que peu de transactions ont cours chaque année, la Régie a déterminé qu'à moins de circonstances le nécessitant, il n'était plus requis de faire intervenir le Vérificateur général.

# Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec  
Rapport annuel de gestion 10-11

## ■ RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

## ■ FOND D'ASSURANCE-GARANTIE

## ■ RÉSULTATS ET SOLDE DU FONDS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2011

	2011	2010
PRODUITS	\$	\$
Primes	87 795	87 006
Revenus nets de placements (note 3)	211 615	242 165
	<b>298 410</b>	<b>329 171</b>
CHARGES		
Honoraires de vérification	400	15 800
Frais bancaires	142	546
	<b>542</b>	<b>16 346</b>
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	297 868	312 825
<b>SOLDE DU FONDS AU DÉBUT</b>	6 370 329	6 057 504
<b>SOLDE DU FONDS À LA FIN</b>	6 668 197	6 370 329

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**■ RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC**

**■ FOND D'ASSURANCE-GARANTIE**

**■ BILAN AU 31 MARS 2011**

	2011 (non audité)	2010
<b>ACTIF</b>	\$	\$
Encaisse	3 201	4 159
Créances	811	-
Dépôts au Fonds particulier 329 de la Caisse de dépôt et placement du Québec :		
Dépôts à vue et intérêts courus	48 729	47 454
Dépôts à participation (note 4)	6 615 456	6 334 116
	<b>6 668 197</b>	<b>6 385 729</b>
<b>PASSIF</b>		
Charges à payer	-	15 400
<b>SOLDE DU FONDS</b>	6 668 197	6 370 329
	<b>6 668 197</b>	<b>6 385 729</b>

**CAUTIONNEMENT PAR POLICE D'ASSURANCE (note 6)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR LA RÉGIE**

\_\_\_\_\_  
Marc-A. Gagnon, président

\_\_\_\_\_  
Yves Lapierre, secrétaire  
et directeur général

**■ RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC****■ FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE****■ NOTES COMPLÉMENTAIRES****■ 31 MARS 2011****1. CONSTITUTION ET OBJET**

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre M-35.1).

La Régie a pour fonctions de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles et alimentaires, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants, le règlement de litiges qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public. La Régie exerce les mêmes fonctions dans le cadre de la mise en marché des produits de la pêche. De plus, elle administre le Fonds d'assurance-garantie.

**Fonds d'assurance-garantie**

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie des garanties de paiement des produits agricoles prévues à la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche* (L.R.Q., chapitre M-35.1, titre III, chapitre XI).

La Régie délivre des cautionnements par police d'assurance aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait aux producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des cautionnements délivrés par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient un cautionnement par police d'assurance délivré par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des cautionnements par police d'assurance.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers du Fonds d'assurance-garantie par la direction de la Régie, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

### État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie du Fonds d'assurance-garantie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

### Remboursement des réclamations

Les réclamations de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint sont comptabilisées lorsqu'elles sont connues. Le montant de ces réclamations est révisé au fur et à mesure que des informations additionnelles sont connues.

### Dépôts au Fonds particulier 329 de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué de toute moins-value durable.

### Constatation des produits

Les primes sont constatées à titre de produit de l'exercice pour lequel elles sont exigibles lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

### Frais d'administration du fonds administré par la Régie

Les frais d'administration du fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu à l'exception des honoraires de vérification et des frais bancaires.

### Instruments financiers

La Régie, à titre d'administrateur du Fonds d'assurance-garantie, continue d'appliquer le chapitre 3860 Instruments financiers – information à fournir et présentation. Ainsi, la Régie a fait le choix, en vertu de la possibilité émise par le Conseil des normes comptables en septembre 2008 pour les entités n'ayant pas une obligation publique de rendre des comptes, de ne pas appliquer les normes actuelles concernant les instruments financiers, notamment les chapitres 1530 - Résultat étendu, 3855 - Instruments financiers - comptabilisation et évaluation, 3862 - Instruments financiers - information à fournir et 3863 - Instruments financiers - présentation.

### 3. REVENUS NETS DE PLACEMENTS

Les données présentées ci-après ont été fournies par la Caisse de dépôt et placement du Québec

	2011	2010
<b>Fonds particulier 329 de la Caisse de dépôt et placement du Québec :</b>	\$	\$
Dépôts à participation	211 527	242 052
Dépôt à vue	254	113
Profit (ou perte) sur aliénation d'unités de participation	(166)	-
	<b>211 615</b>	<b>242 165</b>

### 4. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au Fonds particulier 329 de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds particulier 329. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la juste valeur de l'avoir net du Fonds particulier 329 à la fin de chaque mois.

	2011	2010
Nombre d'unités	7 290	6 984
Juste valeur par unité	935 \$	887 \$
Coût d'acquisition des unités	6 615 456 \$	6 334 116 \$
Juste valeur des unités	6 819 764 \$	6 191 476 \$

Au 31 mars 2010, aucune perte de valeur n'avait été constatée au cours de l'exercice compte tenu que la direction de la Régie considère que la baisse de la valeur marchande des dépôts à participation n'était pas permanente.

### BTAA de tiers et bancaire

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) a constitué un portefeuille spécialisé de BTAA (772) le 1<sup>er</sup> janvier 2010. C'est une caisse commune dans laquelle sont regroupés tous les billets à terme adossés à des actifs détenus.



### **Billets à termes adossés a des actifs et instruments financiers qui s’y rattachent**

La juste valeur des dépôts à participation, au 31 mars 2011, du Fonds particulier 329 inclut la juste valeur des placements qu'elle détient dans des billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le portefeuille spécialisé BTAA. Cette juste valeur a été établie par la Caisse à l'aide de différentes techniques d'évaluation qu'elle juge appropriées dans les circonstances.

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les billets sont détenus à travers des structures sous forme de fiducies appelées « véhicules d'actifs-cadres » ou « VAC ». Les actifs sous-jacents sont essentiellement des trocs de défaillance de crédit pour VAC 1 et VAC 2, tandis que VAC 3 contient des actifs traditionnels tels que des créances hypothécaires résidentielles et commerciales.

La Caisse a recours à des instruments financiers dérivés tels que des trocs de taux d'intérêt et de défaillance de crédit dans le but de procurer une couverture économique afin de réduire le risque de perte inhérent à une fluctuation de la juste valeur des BTAA ainsi que d'éventuels appels de garantie. Les trocs de défaillance de crédit ont été financés par la contrepartie concernée. Le remboursement de cet emprunt est lié aux flux monétaires issus des remboursements de certains placements de VAC 1 et des instruments financiers dérivés s'y rattachant.

### **Effet sur les résultats du Fonds particulier 329**

Au 31 mars 2011, la juste valeur des placements en BTAA détenus par le Fonds particulier 329 par l'intermédiaire de sa participation dans le portefeuille spécialisé BTAA est de 463 430 \$ (413 330 \$ en 2010) pour un investissement de 664 460 \$ (688 450 \$ en 2010).

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente dans les états financiers, la Caisse y mentionne également des éventualités découlant de garanties qu'elle a émises. La quote-part de ces garanties attribuée au Fonds particulier 329 s'élève à 27 300 \$ (33 000 \$ en 2010).

---

## **5. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

La juste valeur de l'encaisse, des créances, des dépôts à vue et des charges à payer est équivalente à leur valeur comptable étant donné leur courte période d'échéance. La juste valeur des dépôts à participation est présentée à la note 4.

---

## **6. CAUTIONNEMENT PAR POLICE D'ASSURANCE**

Les cautionnements par police d'assurance émis par la Régie assurent la valeur du lait acheté ou reçu directement de producteurs au cours des soixante jours précédant immédiatement la date de l'annulation du cautionnement ou de son expiration.

La valeur des cautionnements en vigueur au 31 mars 2011 est évaluée à 452 M\$ (2010 : 441 M\$). Cette valeur a été établie en fonction du total des deux plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème de l'année financière précédente pour l'ensemble des marchands pour lesquels un cautionnement a été émis au cours de l'exercice par la Régie.

De plus, afin de garantir la solvabilité d'un marchand de lait, la Régie exige des conditions additionnelles avant d'émettre un cautionnement par police d'assurance. Pour les nouveaux marchands de lait, ceux en difficulté financière ou pour des compagnies étrangères, des lettres de garanties ou des cautionnements émis par des institutions financières, des compagnies mères ou des filiales sont exigés. La valeur de ces garanties additionnelles ainsi obtenues au 31 mars 2011 totalisent 1,5 M\$ (2010 : 0,5 M\$).

---

## **7. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN**

Le 12 juillet 2011, la Régie avait reçu des réclamations pour une valeur totale de 305 528 \$.

---

## **8. ÉTATS FINANCIERS NON AUDITÉS**

Les états financiers, pour l'année se terminant le 31 mars 2011, du Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, n'ont pas été audités. Cependant, la Régie a appliqué les mêmes principes comptables que l'année terminée au 31 mars 2010.

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

## RAPPORT DU FIDUCIAIRE

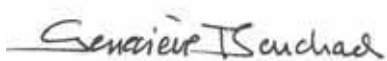
La direction du Conseil de gestion de l'assurance parentale (Conseil), à titre de fiduciaire du Fonds d'assurance parentale (Fonds), est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers du Fonds, y compris de l'intégrité et de la fidélité des données, notamment en ce qui concerne les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel de gestion est conforme avec ces états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les actifs sont adéquatement protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

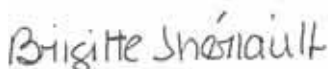
Le Conseil reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent. Le Conseil doit faire préparer annuellement une évaluation actuarielle de l'application des dispositions de la Loi sur l'assurance parentale et de l'état de compte relatif au Régime québécois d'assurance parentale (Régime).

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Le comité de planification et de vérification assiste le conseil d'administration dans ces tâches. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation par le conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut rencontrer, sans aucune restriction, le comité de planification et de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Geneviève Bouchard  
Présidente-directrice générale  
Conseil de gestion de l'assurance parentale  
Fiduciaire du Fonds d'assurance parentale



Brigitte Thériault  
Secrétaire générale  
Conseil de gestion de l'assurance parentale

Québec, le 14 avril 2011

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale,

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds d'assurance parentale qui comprennent le bilan au 31 décembre 2010, l'état des résultats et du déficit cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires.

*Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'assurance parentale au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 14 avril 2011

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

RÉSULTATS ET DÉFICIT CUMULÉ  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>PRODUITS</b>		
Cotisations au RQAP*	1 620 836	1 510 600
Produits nets de placements (note 4)	168	165
Intérêts et pénalités sur les cotisations au RQAP	4 874	4 091
	<b>1 625 878</b>	1 514 856
<b>CHARGES</b>		
Prestations du RQAP	1 704 766	1 648 826
Créances irrécouvrables	4 001	4 360
Frais financiers	2 311	426
Frais d'administration attribués par le Conseil de gestion de l'assurance parentale (note 5)	41 008	41 662
	<b>1 752 086</b>	1 695 274
<b>INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<b>(126 208)</b>	(180 418)
<b>DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	<b>(464 367)</b>	(283 949)
<b>DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN</b>	<b>(590 575)</b>	(464 367)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

\* Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

**BILAN**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2010**

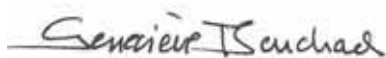
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	10	1
Créances (note 6)	176 410	185 370
Avance au ministère des Finances, taux préférentiel moins 2,5 %, sans modalité d'encaissement	2 435	451
Avance au Conseil de gestion de l'assurance parentale, sans intérêt ni modalités d'encaissement	5 130	1 890
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)	2 269	2 119
	<b>186 254</b>	189 831
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Charges à payer et frais courus (note 8)	51 348	44 328
Emprunts à court terme (note 9)	378 837	263 226
Prestations de maternité, parentales et d'adoption du gouvernement du Canada à payer (note 10)	346 644	346 644
<b>DÉFICIT CUMULÉ</b>	<b>(590 575)</b>	(464 367)
	<b>186 254</b>	189 831

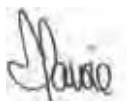
## Prestations futures du Régime québécois d'assurance parentale (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Geneviève Bouchard  
 Présidente-directrice générale  
 Conseil de gestion de l'assurance parentale  
 Fiduciaire du Fonds d'assurance parentale



Éric Lavoie, CA, CIA  
 Président du comité de planification  
 et de vérification

Québec, le 14 avril 2011

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

**FLUX DE TRÉSORERIE  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010**

(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations au RQAP perçues	1 624 097	1 437 037
Produits nets de placements perçus	24	611
Intérêts et pénalités sur cotisations au RQAP perçus	4 874	4 091
Prestations du RQAP versées	(1 697 068)	(1 667 149)
Frais financiers payés	(1 281)	(375)
Frais d'administration payés au Conseil	(41 008)	(41 662)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>(110 362)</b>	<b>(267 447)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Variation nette des avances	(5 224)	(11 608)
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Acquisition de dépôts à participation	(8)	(612)
Produit de disposition d'unités de dépôts à participation	8	95
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(5 224)</b>	<b>(12 125)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Emprunts à court terme	2 120 705	1 278 966
Remboursements d'emprunts à court terme	(2 005 094)	(1 015 740)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>115 611</b>	<b>263 226</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>25</b>	<b>(16 346)</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>	<b>1</b>	<b>16 347</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (NOTE 11)</b>	<b>26</b>	<b>1</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 DÉCEMBRE 2010

(Les chiffres inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars)

## 1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

## Constitution et objet

Le Fonds d'assurance parentale, fiducie d'utilité sociale en vertu du Code civil du Québec, a été institué le 17 juin 2005 par la Loi sur l'assurance parentale (L.R.Q., c. A-29.011), sanctionnée le même jour. Le Conseil de gestion de l'assurance parentale en est le fiduciaire.

Le Fonds est affecté au versement des prestations auxquelles peut avoir droit toute personne en vertu de la Loi sur l'assurance parentale, ainsi qu'au paiement des obligations du Conseil dans l'exercice de ses fonctions fiduciaires.

Les charges relatives à l'administration du Fonds et les charges relatives au Conseil pour l'application de la Loi sur l'assurance parentale, à l'exception de celles qui sont payées sur les sommes que le Conseil détient en dépôt à un titre autre que fiduciaire, sont assumées par le Fonds.

## Financement

La principale source de financement du Fonds est constituée des cotisations perçues par Revenu Québec auprès des employés salariés, de leurs employeurs et des travailleurs autonomes résidant au Québec. En tant que responsable de la gestion du Régime québécois d'assurance parentale, le Conseil fixe la cotisation applicable à ces personnes, sujet à l'approbation du gouvernement.

Le Régime prévoit le versement de prestations à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs admissibles qui se prévalent d'un congé de maternité, d'un congé de paternité, d'un congé parental ou d'un congé d'adoption.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont : les cotisations au RQAP à recevoir, les prestations du RQAP à payer et courues, les provisions pour créances irrécouvrables et les prestations futures du RQAP. Les résultats réels pourraient différer des meilleures estimations de la direction.

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Cotisations au Régime**

Revenu Québec perçoit les cotisations du RQAP au nom du Fonds et les verse à ce dernier sur une base régulière. Ces montants sont provisoires et demeurent susceptibles de vérification et de rectification. Les cotisations sont comptabilisées selon la meilleure estimation à la fin de l'exercice. Cette estimation vise à comptabiliser les cotisations ultimes de l'exercice sur la base des informations financières connues à ce moment. Le cas échéant, les ajustements sont inscrits dans l'exercice au cours duquel ils sont connus.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds de caisse et des soldes bancaires incluant les découverts bancaires, ainsi que des placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

**Instruments financiers***Évaluation initiale*

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de la transaction.

*Évaluation ultérieure*

*Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec.*

Les fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) sont inscrits à la juste valeur établie par la CDPQ au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que ceux fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Les fonds comprennent, d'une part, les dépôts à participation dans un fonds particulier à la CDPQ et les revenus à recevoir y afférents et, d'autre part, des dépôts à vue et les intérêts courus y afférents. Ils constituent des actifs qui ont été désignés de façon irrévocable comme détenus à des fins de transaction à l'exception des dépôts à vue qui sont classés de par leur nature à des fins de transaction. La variation de la juste valeur est inscrite dans les produits nets de placements.

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon une hiérarchie qui reflète la source des données utilisées pour réaliser ces évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

## Instruments financiers (suite)

*Évaluation ultérieure (suite)*

- Niveau 1 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables ;
- Niveau 3 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

*Avances*

Les avances ont été classées en tant que prêts et créances. À cet effet, l'évaluation ultérieure de celles-ci est constatée au coût, amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, le cas échéant. Une provision pour créances douteuses est constatée lorsque cela est nécessaire.

*Autres passifs financiers*

Les emprunts à court terme sont classés comme autres passifs financiers. En conséquence, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

*Autres actifs financiers et passifs financiers à court terme*

L'encaisse, les créances, les charges à payer et frais courus de même que les prestations de maternité, parentales et d'adoption du gouvernement du Canada à payer, sont détenus ou ont été désignés irrévocablement à des fins de transactions, et à cet égard sont évalués à leur juste valeur.

*Résultat étendu*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, le Fonds n'a effectué aucune opération ayant une incidence au résultat étendu et aucun solde d'ouverture ni de clôture pour le cumul du résultat étendu n'est présenté.

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

## 3. MODIFICATION FUTURE DE NORMES COMPTABLES

Normes internationales d'information financière

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, le Fonds utilisera un nouveau référentiel comptable. Il s'agira de la Partie I du Manuel de l'ICCA-Comptabilité, qui contient les Normes internationales d'information financière (IFRS). Le Conseil (en tant que fiduciaire) évalue présentement l'incidence future de ces nouvelles normes sur les états financiers du Fonds d'assurance parentale.

## 4. PRODUITS NETS DE PLACEMENTS

	2010	2009
Dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec <sup>(1)</sup>		
Revenus courants	26	76
Pertes réalisées sur placements	–	(53)
	26	23
Augmentation de la juste valeur	128	138
	154	161
Intérêts		
Avances <sup>(1)</sup> et soldes bancaires <sup>(2)</sup>	14	4
	168	165

<sup>(1)</sup> Relatif à un instrument financier désigné comme détenu à des fins de transaction

<sup>(2)</sup> Relatif à un instrument financier classé comme détenu à des fins de transaction

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

## 5. FRAIS D'ADMINISTRATION ATTRIBUÉS PAR LE CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE

	2010	2009
Traitements et avantages sociaux	1 093	1 076
Soutien et services administratifs du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	302	285
Services en ressources humaines et en technologie de l'information du Centre de services partagés du Québec	32	109
Frais reliés à l'administration du RQAP par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	21 267	23 140
Frais reliés aux activités de soutien informatique par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	5 082	4 508
Frais reliés aux activités de perception des cotisations par Revenu Québec	6 655	6 668
Frais bancaires reliés aux paiements des prestations du RQAP par le ministère des Finances	78	79
Autres frais administratifs	274	408
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	6 080	5 308
Intérêts sur la dette à long terme	145	81
	41 008	41 662

Les charges effectuées par le Conseil pour l'application de la Loi sur l'assurance parentale sont assumées par le Fonds.

## 6. CRÉANCES

	2010	2009
Cotisations au RQAP à recevoir	160 509	165 836
Recouvrement de prestations du RQAP à recevoir	10 611	13 576
Déductions à la source payées d'avance – Québec	2 454	3 055
Déductions à la source payées d'avance – Canada	2 817	2 893
Intérêts à recevoir	9	–
Autres	10	10
	176 410	185 370

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

## 7. FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

	2010	2009
<b>Dépôts dans un fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec</b>		
Dépôts à vue <sup>(1)</sup>	16	–
Dépôts à participation <sup>(2)</sup>	2 251	2 124
Revenus de placement à recevoir (courus) <sup>(2)</sup>	2	(5)
	<b>2 269</b>	2 119

<sup>(1)</sup> Détenu à des fins de transaction

<sup>(2)</sup> Désigné de façon irrévocable à des fins de transaction

Les dépôts à participation dans un fonds particulier à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la valeur de marché de l'avoir net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier le revenu net de placement.

	2010	2009
<b>Dépôts à participation</b>		
Nombre d'unités (en milliers)	4	4
Coût d'acquisition des unités	3 512	3 512
Juste valeur des unités	2 251	2 124

L'écart entre le coût et la juste valeur est principalement dû à une moins-value non matérialisée pour un investissement dans les BTAA par l'intermédiaire de la CDPQ.

En 2010, le Fonds a disposé de 10 unités de dépôts à participation (111 unités en 2009) pour un montant de 8 431 \$ (94 788 \$ en 2009).

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

## 8. CHARGE À PAYER ET FRAIS COURUS

	2010	2009
Intérêts à payer et courus	1 082	52
Revenu Québec	2 974	1 151
Prestations du RQAP à payer et courues	47 292	43 125
	51 348	44 328

## 9. EMPRUNTS À COURT TERME

En vertu du décret 838-2010 du 6 octobre 2010, le Fonds dispose d'un régime d'emprunt lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, jusqu'à concurrence d'un montant total de 500 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2010, le Fonds détient des emprunts à court terme auprès du ministre des Finances totalisant 378 837 016 \$ (263 225 799 \$ en 2009). Ces emprunts portent intérêts à taux variable selon le taux moyen des acceptations bancaires canadiennes d'un mois plus 0,05 %, lequel représente 1,25 % au 31 décembre 2010. Les intérêts sont payables à l'échéance des emprunts.

## 10. PRESTATIONS DE MATERNITÉ, PARENTALES ET D'ADOPTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA À PAYER

Selon l'article 4.5 de l'Entente finale Canada-Québec sur le Régime québécois d'assurance parentale, le gouvernement du Québec doit rembourser au gouvernement du Canada la somme des prestations de maternité, parentales et d'adoption versées en 2006 par ce dernier aux prestataires québécois dont la période de prestation a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Cette somme est de 346,6 millions de dollars (346,6 millions de dollars en 2009), incluant les coûts de gestion afférents à ces prestations. Une entente concernant le remboursement de cette somme a été convenue et signée le 24 novembre 2010. Le paiement a été effectué le 5 janvier 2011.

## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

## 11. FLUX DE TRÉSORERIE

	2010	2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	1
Encaisse	16	—
Dépôts à vue (note 7)	26	1

## 12. INSTRUMENTS FINANCIERS

## Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

## Risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Fonds au risque de crédit. Le Fonds procède à une évaluation continue de ces actifs et comptabilise une provision pour pertes au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

## Juste valeur

En raison de leur échéance très rapprochée ou à court terme, la valeur comptable de l'encaisse, des créances, des dépôts à vue, des revenus de placement à recevoir, des charges à payer et frais courus et des prestations de maternité, parentales et d'adoption du gouvernement du Canada à payer indiqués au bilan, correspondent à leur juste valeur.

La juste valeur des emprunts à court terme correspond à sa valeur comptable compte tenu de leurs échéances rapprochées.

Puisque aucune modalité d'encaissement n'est prévue pour l'avance au Conseil de gestion de l'assurance parentale, lequel est apparenté au Fonds, et qu'il n'existe pas de marché pour ce type d'actif, sa juste valeur ne peut être évaluée.

La juste valeur de l'avance au ministère des Finances ne peut être évaluée étant donné qu'ils n'ont aucune modalité de remboursement et qu'il n'existe pas de marché pour ce type d'actif.

L'évaluation de la juste valeur des dépôts à participation doit être classée selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. Les dépôts à participation sont classés comme étant de niveau 2, selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur définie à la note 2 des principales méthodes comptables.



## FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

**12. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)****Risque de liquidité**

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux prestations du RQAP à payer et courus et aux frais courus auprès de Revenu Québec au 31 décembre 2010, ont une échéance de moins de 6 mois. Les prestations de maternité, parentales et d'adoption du gouvernement du Canada à payer doivent être remboursées 30 jours ouvrables après la signature de l'entente.

Le Fonds considère qu'il peut obtenir suffisamment d'actifs financiers facilement convertibles en trésorerie et de facilité de crédit, afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

**Risque lié aux taux d'intérêt**

Le Fonds est exposé à un risque de taux d'intérêt sur les emprunts à court terme, puisque les soldes portent intérêt à taux variable.

L'effet net, sur les passifs financiers, d'une augmentation du taux égale à 1 % au cours de l'exercice aurait eu pour effet d'augmenter de 2 600 000 \$ (800 000 \$ en 2009) les charges de l'exercice du Fonds.

**13. PRESTATIONS FUTURES DU RÉGIME QUÉBÉCOIS D'ASSURANCE PARENTALE**

La valeur présente estimative des paiements futurs en date du 31 décembre 2010, à l'égard des prestations du RQAP postérieures à l'exercice, qui seront effectués relativement aux prestataires ayant présenté une demande de prestations admissible au RQAP au 31 décembre 2010, est évaluée à 653,2 millions de dollars (634 millions de dollars en 2009).

**14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

Le Fonds est apparenté à son fiduciaire, soit le Conseil de gestion de l'assurance parentale, et n'a conclu aucune opération avec cet apparenté autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations entre apparentés, comptabilisées à la valeur d'échange, sont présentées dans le corps même des états financiers.



**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (Fonds) ont été dressés par la direction du Fonds, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport d'activité est conforme avec ces états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction du Fonds reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires du Fonds conformément aux lois et règlements qui le régissent et elle a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit de même que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction du Fonds pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



---

Jean-Luc Trahan, président  
Commission des partenaires du marché du travail

Montréal, le 15 juillet 2011

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011 et l'état des résultats et de l'excédent cumulé pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

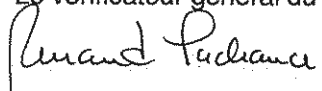
#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de développement et de reconnaissance de la main-d'œuvre au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 FCA auditeur

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 15 juillet 2011

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE  
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE  
RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011  
(en milliers de dollars)**

	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>PRODUITS</b>		
Cotisations des employeurs	29 760	28 296
Intérêts	545	221
Contribution du gouvernement du Canada	-	1 808
Contribution du gouvernement du Québec (note 4)	12 500	12 500
Droits et frais	1 029	956
	<b>43 834</b>	<b>43 781</b>
<b>CHARGES</b>		
Subventions aux employeurs (note 5)	14 905	14 827
Subventions au programme Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique	13 941	40 137
Subventions au programme Soutien aux entreprises de la Métropole pour l'emploi et la relance	948	-
Subventions Initiative d'innovation en matière de compétences en milieu de travail	-	1 840
Frais de gestion (note 6)	3 305	3 323
Frais de perception des cotisations	613	569
	<b>33 712</b>	<b>60 696</b>
<b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<b>10 122</b>	<b>(16 915)</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	<b>79 454</b>	<b>96 369</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<b>89 576</b>	<b>79 454</b>

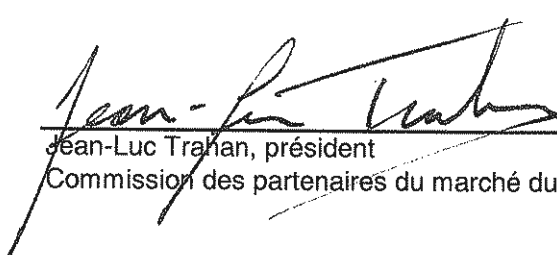
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS DE DEVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE  
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE  
BILAN  
AU 31 MARS 2011  
(en milliers de dollars)**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Avance au Fonds consolidé du revenu (note 7)	5 553	4 040
Placements (note 8)	59 724	56 747
Cotisations des employeurs à recevoir	27 039	24 373
Créances (note 9)	615	1 167
	<u>92 931</u>	<u>86 327</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Charges à payer et frais courus	3 355	6 873
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<u>89 576</u>	<u>79 454</u>
	<u>92 931</u>	<u>86 327</u>

**ENGAGEMENTS (note 10)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

  
Jean-Luc Trahan, président  
Commission des partenaires du marché du travail

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE  
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 MARS 2011  
(en milliers de dollars, sauf indication contraire)**

---

## **1. CONSTITUTION ET OBJET**

La *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* (L.R.Q., c. D-7.1) a été modifiée le 8 juin 2007 par le projet de loi n° 5, *Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre et d'autres dispositions législatives*, devenant ainsi la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*. Ainsi, le Fonds national de la formation de la main-d'œuvre a été remplacé par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, ci-après nommé « Fonds », qui est constitué par cette loi. La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale est chargée de l'administration du Fonds. En vertu de l'article 3 de l'entente intervenue le 12 février 2008 entre la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Commission des partenaires du marché du travail et de l'article 7.1 de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail*, l'administration du Fonds a été déléguée à la Commission des partenaires du marché du travail.

Le Fonds a pour objet la promotion et le soutien financier ou technique des actions de développement des compétences de la main-d'œuvre et des initiatives prises en ces matières.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, le Fonds n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

## **2. MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds dresse ces derniers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. L'élaboration des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Le seul élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses concerne les cotisations des employeurs. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté car il n'apporterait aucun renseignement supplémentaire utile pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.



**FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE  
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 MARS 2011  
(en milliers de dollars, sauf indication contraire)**

---

## **2. MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**

### **Instruments financiers**

Le Fonds continue d'appliquer le chapitre 3860 – *Instruments financiers – information à fournir et présentation*. Ainsi, le Fonds a fait le choix, en vertu de la possibilité émise par le Conseil des normes comptables en septembre 2008 pour les entités n'ayant pas une obligation publique de rendre des comptes, de ne pas appliquer les normes actuelles concernant les instruments financiers, notamment les chapitres 1530 – *Résultat étendu*, 3855 – *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, 3862 – *Instruments financiers – information à fournir et* 3863 – *Instruments financiers – présentation*.

### **Placements**

Les placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de marché.

### **Cotisations des employeurs**

En vertu des dispositions de sa loi constitutive, tout employeur dont la masse salariale excède le montant fixé par règlement est tenu de verser au Fonds une cotisation correspondant à la différence entre un montant de participation minimale et les charges de formation admissibles pour l'année civile. Les cotisations des employeurs sont perçues par le ministre du Revenu pour le bénéfice du Fonds. Ces cotisations sont comptabilisées en fonction du montant déclaré par les employeurs pour la dernière année civile. Celles-ci demeurent sujettes à vérification et rectification. Ces rectifications sont, le cas échéant, portées aux produits de cotisations des employeurs dans l'exercice où elles sont connues.

### **Intérêts, droits et frais**

Les intérêts, droits et frais sont constatés lorsqu'ils sont gagnés et que la mesure et le recouvrement de la contrepartie sont raisonnablement sûrs.

### **Constatation des contributions**

Les contributions affectées sont reportées et constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées, le cas échéant. Les contributions non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE  
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 MARS 2011  
(en milliers de dollars, sauf indication contraire)**

**2. MÉTHODES COMPTABLE (SUITE)**

**Subventions**

Les subventions sont comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le Fonds et que les employeurs ont satisfait les conditions d'admissibilité. Si des subventions ont été versées en trop, le recouvrement de celles-ci est porté en diminution de la charge au cours de l'exercice où elles sont recouvrées ou à recevoir.

**3. MODIFICATION FUTURE DU RÉFÉRENTIEL COMPTABLE**

Le Conseil des normes comptables a adopté un ensemble de normes différentes pour chaque grande catégorie d'entités impliquant une date de basculement pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ainsi, le Fonds est à évaluer les normes comptables qui lui permettraient de mieux communiquer ses informations financières et déterminer le référentiel comptable approprié pour l'exercice financier qui se terminera le 31 mars 2012.

**4. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

La contribution du gouvernement du Québec est relative à un accord entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) concernant le programme Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique (SERRÉ). Cette dernière découle de l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail (EMT), signée en 2009, et est effective pour les exercices financiers 2009-2010 et 2010-2011. Au 31 mars 2011, le Fonds a perçu une somme de 12,5 M\$ (12,5 M\$ pour 2010).

**5. SUBVENTIONS AUX EMPLOYEURS**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Subventions relatives à l'exercice	15 175	14 990
Ajustements de l'exercice:		
Subventions versées en trop recouvrées	(172)	(361)
Subventions versées en trop non recouvrables	(98)	198
	<u>14 905</u>	<u>14 827</u>

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE  
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 MARS 2011  
(en milliers de dollars, sauf indication contraire)**

---

## 6. FRAIS DE GESTION

Comme le prévoit la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*, la Commission des partenaires du marché du travail a limité les sommes pouvant être prises sur le Fonds à la rémunération et aux charges afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail des employés affectés à l'application des chapitres II et III de la loi. Ces sommes correspondent aux traitements et avantages sociaux de l'équivalent de 51 (51 pour 2010) employés à temps complet pour l'exercice financier clos le 31 mars 2011. Ces employés doivent voir à l'information, la promotion et l'application de la Loi et de ses règlements ainsi qu'à l'administration du Fonds.

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Frais de gestion associés à l'application de la Loi	1 451	1 331
Frais de gestion associés à l'administration des subventions	1 854	1 992
	<u><b>3 305</b></u>	<u><b>3 323</b></u>

Le Fonds reçoit certains services de gestion à titre gratuit du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ces services ne sont pas comptabilisés ni présentés aux états financiers du Fonds.

## 7. AVANCE AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

L'avance porte intérêt au taux préférentiel réduit de 2,50 %, représentant un taux de 0,50 % au 31 mars 2011 (nul pour 2010) et ne comporte aucunes modalités d'encaissement.

## 8. PLACEMENTS

Les placements sont constitués d'acceptations bancaires échéant entre avril 2011 et octobre 2011 à des taux variant entre 1,09 % et 1,34 % (0,28 % et 0,55 % pour 2010).

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE  
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 MARS 2011  
(en milliers de dollars, sauf indication contraire)**

**9. CRÉANCES**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Contribution du gouvernement du Canada	345	881
Subventions aux employeurs versées en trop	39	88
Secrétariat du Conseil du trésor	160	183
Intérêts - Placements	60	15
Intérêts - Fonds consolidé du revenu	11	-
	<u>615</u>	<u>1 167</u>

**10. ENGAGEMENTS**

Le Fonds s'est engagé à supporter financièrement des projets visant à promouvoir et à soutenir des actions et des initiatives de développement des compétences de la main-d'œuvre. Le solde des engagements au 31 mars 2011 s'établit à 21 273 567 \$ (35 768 923 \$ pour 2010).

**11. INSTRUMENTS FINANCIERS**

La juste valeur des actifs et passifs à court terme est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

Le Fonds gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses produits d'intérêts. La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas le Fonds à des risques significatifs de taux d'intérêt.

# États financiers 2010-2011

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds de la recherche en santé du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité des finances dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité des finances pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Président-directeur général  
Yves Joannette



Vice-président aux affaires administratives  
Gilbert Tordjman

Montréal, le 17 juin 2011

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de la recherche en santé du Québec (le Fonds), qui comprennent le bilan au 31 mars 2011 et les états des résultats et de l'excédent cumulé pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

## ÉTATS FINANCIERS 2010-2011

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

#### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

## ÉTAT DES RÉSULTATS

de l'exercice terminé le 31 mars 2011

	2011 \$	2010 \$
<b>PRODUITS</b>		
Subventions (note 3)	105 702 565	97 735 160
Intérêts et autres produits (note 4)	2 335 959	2 541 224
	108 038 524	100 276 384
<b>CHARGES</b>		
Bourses et subventions octroyées (note 5)	101 295 898	95 623 247
Frais de fonctionnement (note 6)	5 882 643	6 133 530
	107 178 541	101 756 777
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<b>859 983</b>	<b>(1 480 393)</b>

## ÉTAT DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

de l'exercice terminé le 31 mars 2011

	2011 \$	2010 \$
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	2 707 230	4 187 623
Excédent (Déficit) des produits sur les charges	859 983	(1 480 393)
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<b>3 567 213</b>	<b>2 707 230</b>

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Montréal, le 17 juin 2011

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS 2010-2011

**BILAN**

au 31 mars 2011

	2011 \$	2010 \$
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	1 196 671	1 955 573
Dépôts à terme (1,01 % à 1,54 % échéant entre le 15 avril 2011 et le 3 mars 2012)	41 097 582	46 225 644
Intérêts courus	109 216	6 713
Débiteurs (note 8)	2 276 724	313 165
Frais payés d'avance	30 708	36 469
	44 710 901	48 537 564
<b>Immobilisations corporelles</b> (note 9)	625 682	797 542
	<b>45 336 583</b>	<b>49 335 106</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Bourses et subventions à payer	8 605 200	6 518 014
Créditeurs et charges à payer (note 10)	648 566	445 460
Apports reportés (note 11)	16 143 831	22 026 326
	25 397 597	28 989 800
<b>Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles</b>	–	18 035
<b>Subventions spéciales de recherche reportées</b> (note 12)	16 371 773	17 620 041
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b> (note 7)	3 567 213	2 707 230
	<b>45 336 583</b>	<b>49 335 106</b>

**ENGAGEMENTS** (note 14)

Pour le conseil d'administration,



Yves Joanette, Ph. D.



Johane Guay, Ph. D.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Notes complémentaires** 31 mars 2011**1. CONSTITUTION ET FONCTIONS**

Le Fonds de la recherche en santé du Québec (le Fonds ou le FRSQ) est une corporation constituée en vertu de la *Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation* (L.R.Q., chapitre M-30.01). Il a pour fonctions de promouvoir et d'aider financièrement, au moyen de subventions et de bourses, la recherche, la formation et le perfectionnement de chercheurs dans le domaine de la santé. De plus, il met en œuvre les programmes d'aide financière qui lui sont confiés par une autre loi ou, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions que ce dernier détermine, les programmes d'aide financière qui lui sont confiés par un ministère ou par un organisme public.

En vertu de l'article 48 de la *Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation*, le Fonds est mandataire du gouvernement du Québec. Il est donc exempté d'impôt au fédéral et au provincial.

Le projet de loi 130 intitulé *Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds* a été sanctionné le 13 juin 2011. Il prévoit la modification du nom du Fonds pour le Fonds de recherche du Québec-Santé. Cette nouvelle désignation n'entraîne aucun changement de personnalité du Fonds.

**2. CONVENTIONS COMPTABLES****Utilisation d'estimations**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

Les états financiers du Fonds sont préparés par la direction. La présentation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que sur les montants des produits et des charges comptabilisés. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour créances douteuses et la durée de vie des immobilisations. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**Constataion des produits**

Les subventions non affectées sont constatées à titre de produits au moment où elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les subventions affectées à l'octroi de bourses et de subventions sont reportées et constatées à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

## ÉTATS FINANCIERS 2010-2011

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

## Bourses et subventions octroyées

Les bourses et les subventions octroyées sont inscrites lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité des versements de l'octroi. Les annulations ou les remboursements de bourses et de subventions octroyées sont inscrits dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées ou remboursées.

## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire applicable sur leur durée de vie utile estimative, soit 5 ans pour le mobilier et l'équipement, 3 ans pour l'équipement informatique et les logiciels, et sur la durée résiduelle du bail pour les améliorations locatives. Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Fonds de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter cette baisse de valeur. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

## Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles

Les apports reçus du gouvernement du Québec relativement à l'acquisition d'immobilisations corporelles amortissables sont reportés et constatés à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement des immobilisations auxquelles ils réfèrent.

## Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que le Fonds ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

## Dépôts à terme

Les dépôts à terme sont comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur de marché.

## État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

## 3. SUBVENTIONS

	2011 \$	2010 \$
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation <sup>1</sup> – affectées	15 603 131	10 152 820
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation <sup>1</sup> – non affectées	67 432 152	66 852 152
Régie de l'assurance maladie du Québec <sup>1</sup>	13 150 000	13 150 000
Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec <sup>1</sup> – affectées	3 896 874	3 035 877
Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec <sup>1</sup> – non affectées	251 080	1 149 243
Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail	33 000	33 000
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture <sup>1</sup>	467 500	467 500
Fondation de recherche chiropratique du Québec	57 597	–
Pfizer	4 343 220	2 292 930
AstraZeneca	–	260 300
Virement des apports reportés afférents aux immobilisations	18 035	23 728
Autres	449 976	317 610
	<b>105 702 565</b>	<b>97 735 160</b>

1. Apparentés sous contrôle commun

♦ Ces montants totalisant 38 019 333 \$ (2010 : 29 733 765 \$) représentent les subventions affectées à l'octroi de bourses et subventions dont 22 725 435 \$ (2010 : 14 761 825 \$) sont des montants constatés à titre de produits de l'exercice provenant des apports reportés (note 11).

## 4. INTÉRÊTS ET AUTRES PRODUITS

	2011 \$	2010 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et à terme	379 809	510 687
Annulations et remboursements de bourses et de subventions	423 732	309 617
Frais d'administration	1 094 755	1 103 595
Autres	437 663	617 325
	<b>2 335 959</b>	<b>2 541 224</b>



ÉTATS FINANCIERS 2010-2011

## 5. BOURSES ET SUBVENTIONS OCTROYÉES

	2011 \$	2010 \$
Bourses de formation	11 532 469	13 573 679
Bourses de carrière	21 464 886	20 763 626
Subventions de recherche	17 039 701	14 313 944
Initiatives stratégiques	11 111	774 142
Programmes d'échanges internationaux	664 598	152 948
Subventions de groupes, centres et réseaux thématiques	50 583 133	46 044 908
	<b>101 295 898</b>	<b>95 623 247</b>

## 6. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

	2011 \$	2010 \$
Traitements et avantages sociaux (note 15)	3 420 363	3 553 280
Honoraires professionnels	229 503	342 722
Frais de déplacement et de séjour	306 038	277 003
Loyer et assurances	837 185	809 244
Frais de bureau	170 167	193 154
Entretien et réparations	344 353	330 484
Amortissement du mobilier et de l'équipement	12 568	18 286
Amortissement des améliorations locatives	43 716	48 524
Amortissement de l'équipement informatique et des logiciels	518 750	560 833
	<b>5 882 643</b>	<b>6 133 530</b>

## 7. EXCÉDENT CUMULÉ

Le conseil d'administration du Fonds a affecté des actifs nets de 3 567 213 \$ au 31 mars 2011 (2 707 230 \$ au 31 mars 2010) relativement à des bourses et des subventions qui seront octroyées au cours du prochain exercice ainsi qu'à des frais de fonctionnement. Le Fonds ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins sans le consentement préalable du conseil d'administration. Ces affectations se détaillent comme suit :

	2011 \$	2010 \$
Projets de développement stratégiques innovants	—	1 000 000
Bourses et subventions	3 317 213	807 230
Frais de fonctionnement	250 000	900 000
	<b>3 567 213</b>	<b>2 707 230</b>

## 8. DÉBITEURS

	2011 \$	2010 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec <sup>1</sup>	735 000	35 000
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation <sup>1</sup>	1 500 000	—
Conseil québécois des médicaments	32 723	19 062
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada	—	7 088
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies <sup>1</sup>	3 879	213 714
Autres	5 122	38 301
	<b>2 276 724</b>	<b>313 165</b>

1. Apparentés sous contrôle commun

## ÉTATS FINANCIERS 2010-2011

## 9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2011		
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Net \$
Mobilier et équipement	65 615	44 884	20 731
Améliorations locatives	230 469	224 246	6 223
Équipement informatique et logiciels	2 063 476	1 464 748	598 728
	<b>2 359 560</b>	<b>1 733 878</b>	<b>625 682</b>
	2010		
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Net \$
Mobilier et équipement	93 835	61 401	32 434
Améliorations locatives	275 959	226 020	49 939
Équipement informatique et logiciels	1 848 248	1 133 079	715 169
	<b>2 218 042</b>	<b>1 420 500</b>	<b>797 542</b>

Les acquisitions de mobilier et équipement de l'exercice s'élèvent à 866 \$ (2010 : 4 001 \$) et les radiations s'élèvent à 29 086 \$ (2010 : 6 666 \$).

Les acquisitions d'améliorations locatives de l'exercice s'élèvent à 0 \$ (2010 : 2 950 \$) et les radiations s'élèvent à 45 490 \$ (2010 : 0 \$).

Les acquisitions d'équipement informatique et logiciels de l'exercice s'élèvent à 402 309 \$ (2010 : 316 043 \$) et les radiations s'élèvent à 187 081 \$ (2010 : 140 015 \$).

## 10. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2011 \$	2010 \$
Fournisseurs et charges à payer	322 916	135 240
Salaires et avantages sociaux à payer	304 445	249 553
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture <sup>1</sup>	—	1 168
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies <sup>1</sup>	—	48 831
Autres	21 205	10 668
	<b>648 566</b>	<b>445 460</b>

1. Apparentés sous contrôle commun

## 11. APPORTS REPORTÉS

	2010 \$	Apports de l'exercice \$	Montants constatés à titre de produits de l'exercice \$	2011 \$
Programmes protégés	2 748 880	2 287 091	3 285 748	1 750 223
Programme national des urgences	919 021	1 000 000	318 893	1 600 128
Pfizer	6 375 000	225 000	3 091 209	3 508 791
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation – Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation	5 160 511	8 800 000	11 550 806	2 409 705
Société de recherche sur le cancer	2 775 000	1 500 000	482 081	3 792 919
Programme de lutte contre le cancer	2 015 000	—	264 282	1 750 718
Consortium pour le développement de la recherche en traumatologie	768 316	786 789	1 099 034	456 071
Chaire de recherche en évaluation des technologies et des pratiques de pointe	35 000	—	35 000	—
Autres	1 229 598	2 244 060	2 598 382	875 276
	<b>22 026 326</b>	<b>16 842 940</b>	<b>22 725 435</b>	<b>16 143 831</b>

ÉTATS FINANCIERS 2010-2011

## 11. APPORTS REPORTÉS (suite)

	2009 \$	Apports de l'exercice \$	Montants constatés à titre de produits de l'exercice \$	2010 \$
Programmes protégés	3 024 979	2 487 091	2 763 190	2 748 880
Programme national des urgences	736 788	500 000	317 767	919 021
Pfizer	4 193 950	3 673 980	1 492 930	6 375 000
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation – Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation	1 555 705	10 775 000	7 170 194	5 160 511
Société de recherche sur le cancer	1 275 000	1 500 000	–	2 775 000
Programme de lutte contre le cancer	1 465 000	550 000	–	2 015 000
Consortium pour le développement de la recherche en traumatologie	650 000	650 000	531 684	768 316
Chaire de recherche en évaluation des technologies et des pratiques de pointe	–	35 000	–	35 000
Autres	1 643 829	2 071 829	2 486 060	1 229 598
	<b>14 545 251</b>	<b>22 242 900</b>	<b>14 761 825</b>	<b>22 026 326</b>

## 12. SUBVENTIONS SPÉCIALES DE RECHERCHE REPORTÉES

Ce poste représente des montants reçus d'entreprises du secteur privé afin de permettre l'octroi de subventions spéciales de recherche au cours des prochaines années.

## Programme dans le domaine de l'hypertension

En vertu d'un accord intervenu en 1991 entre la Société québécoise de l'hypertension artérielle (SQHA) et le FRSQ, un montant de capital a été transféré au FRSQ et indexé des soldes non dépensés en intérêt pour l'octroi de bourses. Ce capital ne peut être utilisé sans l'approbation de la SQHA.

En vertu du protocole d'entente, 86 % des intérêts générés par le capital doivent servir à verser des bourses à des chercheurs-boursiers dans le domaine de l'hypertension. De plus, le FRSQ prélève des frais d'administration de 4 % des intérêts générés et le 10 % restant est attribué au capital.

## Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ

Le Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ a été créé en vertu d'une entente entre Pfizer Canada Inc. et le FRSQ entrée en vigueur le 12 novembre 2007 et dont la durée prévue est de 5 ans, à moins que les parties la modifient. Les argents du Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ devront être dépensés au terme de la durée de l'entente.

Pfizer autorise le FRSQ à percevoir à titre de frais d'administration reliés à la gestion administrative du Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ et des initiatives stratégiques, les intérêts et revenus cumulés dans le Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ jusqu'à concurrence et n'excédant pas 5 % du montant des subventions accordées annuellement par le Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ. De plus, Pfizer autorise le FRSQ à percevoir, à titre de remboursement des frais, les coûts des services de développement, d'amélioration continue, de suivi et/ou frais d'évaluation scientifique de programmes.

Les montants se répartissent comme suit :

	2011 \$	2010 \$
<b>Programme dans le domaine de l'hypertension</b>		
Capital	555 685	554 834
Intérêts cumulés	99 719	102 399
	655 404	657 233
<b>Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ</b>		
Capital	14 855 550	16 200 000
Intérêts cumulés	860 819	762 808
	15 716 369	16 962 808
	<b>16 371 773</b>	<b>17 620 041</b>

## ÉTATS FINANCIERS 2010-2011

12. SUBVENTIONS SPÉCIALES DE RECHERCHE REPORTÉES  
(suite)Évolution du solde des subventions spéciales  
de recherche reportées

	2011 \$	2010 \$
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	17 620 041	18 167 725
<b>Augmentation</b>		
Intérêts sur dépôts à terme	230 920	292 738
<b>Diminution</b>		
Bourses octroyées	(1 354 450)	(800 000)
Frais d'évaluation scientifique reliés au Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ	(57 174)	–
Frais d'administration prélevés par le FRSQ	(67 564)	(40 422)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<b>16 371 773</b>	<b>17 620 041</b>

## 13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Certaines de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 14. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des baux à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 30 juin 2022 pour des locaux administratifs et des photocopieurs. Ces baux comportent, dans certains cas, une option de renouvellement de dix ans.

La charge de loyer et de location de photocopieurs de l'exercice terminé le 31 mars 2011 s'élève à 814 986 \$. Les paiements minimums futurs des prochains exercices s'établissent comme suit:

2012	798 131 \$
2013	796 911 \$
2014	799 397 \$
2015	799 397 \$
2016	808 511 \$
2017 et subséquemment	4 854 106 \$
	<b>8 856 453 \$</b>

## 15. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

## Régime de retraite

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé de 8,19 % à 8,69 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE de 10,54 % à 11,54 %.

Les cotisations du Fonds imputées aux opérations de l'exercice s'élèvent à 138 759 \$ (2010 : 124 093 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## 16. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

**ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2011**

---

Il n'existe pas d'états financiers pour la partie fiduciaire. L'information concernant la partie fiduciaire se retrouve dans une note aux états financiers du Fonds des pensions alimentaires (lesquels ne sont pas publiés dans ce volume).



## RAPPORT DE LA DIRECTION


Les états financiers du Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages (« Fonds ») ont été dressés par la direction de l'Office de la protection du consommateur (« Office »), qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le Rapport annuel de gestion de l'Office concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, le Secrétariat général de l'Office maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Secrétariat général reconnaît qu'il est responsable de gérer les affaires du Fonds conformément aux lois et aux règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le Secrétariat général ainsi que les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le chef du Service des permis,



André Derome

Le président de l'Office de la protection  
du consommateur,



Louis Borgeat

Québec, le 16 juin 2011

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, les résultats, l'excédent cumulé et les flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

*Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

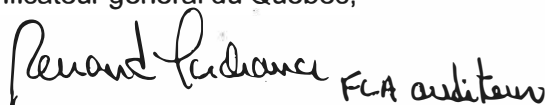
*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

A handwritten signature in dark ink, reading 'Renaud Lachance' followed by 'FCA auditeur' in a smaller, less legible script.

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 16 juin 2011



**FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES**  
**RÉSULTATS**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>PRODUITS</b>		
Contributions des clients des agents de voyages	11 602 326 \$	10 840 068 \$
Revenus de placements	<u>1 825 205</u> <u>13 427 531</u>	<u>1 403 749</u> <u>12 243 817</u>
<b>CHARGES</b>		
Réclamations et frais de fiducie nets	1 714 608	289 508
Frais d'administration		
- Office de la protection du consommateur (note 7)	300 000	300 000
- Publicité et promotion (note 8)	95 248	62 941
- Services professionnels	45 368	-
- Dépenses bureau	<u>759</u>	<u>-</u>
	<u>2 155 983</u>	<u>652 449</u>
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT ÉLÉMENT SUIVANT</b>	11 271 548	11 591 368
Variation de la juste valeur des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	<u>4 021 941</u>	<u>1 959 021</u>
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<u>15 293 489 \$</u>	<u>13 550 389 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES**  
**EXCÉDENT CUMULÉ**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	51 953 247 \$	38 402 858 \$
Excédent des produits sur les charges	<u>15 293 489</u>	<u>13 550 389</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<u><u>67 246 736 \$</u></u>	<u><u>51 953 247 \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES**  
**BILAN**  
**AU 31 MARS 2011**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Trésorerie	823 183 \$	748 327 \$
Dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	1 301 131	2 750 433
Revenus de placements à recevoir	185 103	162 941
Créances (note 4)	<u>2 963 652</u>	<u>2 723 371</u>
	5 273 069	6 385 072
Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 5)	<u>62 379 221</u>	<u>46 054 935</u>
	<u>67 652 290 \$</u>	<u>52 440 007 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Réclamations et frais à payer	405 554 \$	486 760 \$
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<u>67 246 736</u>	<u>51 953 247</u>
	<u>67 652 290 \$</u>	<u>52 440 007 \$</u>

**ENGAGEMENT (note 8)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

  
 Louis Borgeat  
 Le président de l'Office de la protection du consommateur

**FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Excédent des produits sur les charges	15 293 489 \$	13 550 389 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Variation de la juste valeur des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(4 021 941)	(1 959 021)
Capitalisation des intérêts sur les dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(1 803 043)	(1 336 293)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Revenus de placements à recevoir	(22 162)	(67 456)
Créances	(240 281)	(184 717)
Réclamations et frais à payer	(81 206)	(17 832)
	<u>(6 168 633)</u>	<u>(3 565 319)</u>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>	<u>9 124 856</u>	<u>9 985 070</u>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition de dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(9 050 000)	(10 000 000)
Produit de disposition de dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	12 302 345	10 386 879
Acquisition de dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(12 302 345)	(10 386 879)
<b>Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement</b>	<u>(9 050 000)</u>	<u>(10 000 000)</u>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<u>74 856</u>	<u>(14 930)</u>
<b>TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>	<u>748 327</u>	<u>763 257</u>
<b>TRÉSORERIE À LA FIN</b>	<u>823 183 \$</u>	<u>748 327 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2011**

**1. CONSTITUTION, FONCTIONS ET FINANCEMENT**

Le Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages (« Fonds ») a été institué le 11 novembre 2004 par le Règlement sur les agents de voyages en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10, r.1) (« Règlement »). Cette loi est administrée par le président de l'Office de la protection du consommateur (« Office »). Ce Fonds a pour but l'indemnisation ou le remboursement des clients des agents de voyages, tenus d'y contribuer, en cas d'insuffisance du cautionnement individuel d'un agent de voyages ou en cas de défaut d'un fournisseur de services. À la suite de l'adoption en 2010 de l'article 43.6 du Règlement sur les agents de voyages, le président peut utiliser un maximum de 250 000 \$ annuellement provenant des revenus de placements accumulés dans le Fonds pour financer des campagnes d'information et d'éducation des clients des agents de voyages.

Les sommes requises pour les opérations de ce Fonds proviennent, en premier lieu, des clients des agents de voyages au Québec, tel qu'il est spécifié à l'article 39 du Règlement.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers du Fonds, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction, soit le Secrétariat général de l'Office, ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont l'établissement de la juste valeur des instruments financiers, des créances et des réclamations à payer. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**Constatactions des produits**

Les contributions des clients des agents de voyages du Québec sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

**Réclamations et frais de fiducie nets**

Des estimations individuelles de perte sont fournies pour chaque réclamation. Une provision est alors établie. Les estimations sont revues et mises à jour régulièrement, et tout redressement qui en résulte est inclus dans les résultats de l'exercice où il est connu.

## **Instruments financiers**

### **a) Évaluation initiale**

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction.

### **b) Catégories d'instruments financiers et évaluation ultérieure**

#### *Actifs et passifs détenus à des fins de transaction*

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont des instruments financiers acquis ou pris en charge principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme. Ceux-ci font partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme. Des actifs et des passifs ne respectant pas les critères susmentionnés peuvent être désignés irrévocablement comme étant détenus à des fins de transaction par le Fonds.

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatées dans les résultats.

La trésorerie et les dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec («Caisse») sont classés comme actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction. De plus, les revenus de placements à recevoir, les créances, les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec et les réclamations et frais à payer ont été désignés de façon irrévocable à des fins de transaction.

## **Juste valeur**

La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon une hiérarchie qui reflète la source des données utilisées pour réaliser ces évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables;
- Niveau 3 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

**3. MODIFICATION FUTURE DE NORMES COMPTABLES****Normes internationales d'information financière**

Le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les entreprises ayant une obligation d'information du public sont tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards - IFRS) pour les états financiers des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Dans le cas du Fonds, cette exigence sera donc appliquée pour les états financiers annuels de la période commençant le 1<sup>er</sup> avril 2011. En conséquence, dans ses états financiers du 31 mars 2012, le Fonds devra fournir des données comparatives pour la période correspondante de l'exercice précédent, de sorte que le 1<sup>er</sup> avril 2010 constitue la date de transition pour le Fonds.

**4. CRÉANCES**

	2011	2010
Agences de voyages	2 874 423 \$	2 412 784 \$
Administrateurs provisoires	89 229	310 587
	<u>2 963 652 \$</u>	<u>2 723 371 \$</u>

**5. DÉPÔTS À PARTICIPATION À UN FONDS PARTICULIER DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**

Les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse sont composés d'unités qui sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du fonds à la fin de chaque mois.

	2011	2010
Nombre d'unités	64 299	51 055
Coût d'acquisition des unités	60 692 904 \$	48 390 559 \$
Juste valeur des unités	62 379 221 \$	46 054 935 \$
Juste valeur par unité	970 \$	902 \$

**BTAA et instruments financiers qui s'y rattachent**

La juste valeur des dépôts à participation, au 31 mars 2011, du Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages inclut la juste valeur des placements qu'elle détient dans des billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le portefeuille spécialisé BTAA. Cette juste valeur a été établie par la Caisse à l'aide de différentes techniques d'évaluation qu'elle juge appropriées dans les circonstances.

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les billets sont détenus à travers des structures sous forme de fiducies appelées « véhicules d'actifs-cadres » ou « VAC ». Les actifs sous-jacents sont essentiellement des trocs de défaillance de crédit pour VAC 1 et VAC 2, tandis que VAC 3 contient des actifs traditionnels tels que les créances hypothécaires résidentielles et commerciales.

La Caisse a recours à des instruments financiers dérivés tels que des trocs de taux d'intérêt et de défaillance de crédit dans le but de procurer une couverture économique afin de réduire le risque de perte inhérent à une fluctuation de la juste valeur des BTAA ainsi que d'éventuels appels de garantie. Les trocs de défaillance de crédit ont été financés par la contrepartie concernée. Le remboursement de cet emprunt est lié aux flux monétaires issus des remboursements de certains placements de VAC 1 et des instruments financiers dérivés s'y rattachant.

Au 31 mars 2011, la juste valeur des placements en BTAA détenus par le Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages par l'intermédiaire de sa participation dans le portefeuille spécialisé BTAA est de 1 626 120 \$ (2010 : 1 450 340 \$) pour un investissement de 2 331 540 \$ (2010 : 2 415 710 \$).

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente dans ses états financiers, la Caisse y mentionne également des éventualités découlant de garanties qu'elle a émises. La quote-part de ces garanties attribuée au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages s'élève à 1 211 816 \$ (2010 : 1 271 000 \$).

## 6. INSTRUMENTS FINANCIERS

### Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec (niveau 2)

La juste valeur des dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse est établie par la Caisse au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que ceux fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Par conséquent, les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans la « Variation de la juste valeur des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec » à l'état des résultats.

La juste valeur des dépôts à participation est de 62 379 221 \$ (coût : 60 692 904 \$) au 31 mars 2011 (46 054 935 \$ au 31 mars 2010; coût : 48 390 559 \$). Cette juste valeur a été déterminée par la Caisse de dépôt et de placement du Québec.

### Autres instruments financiers

La trésorerie, les dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec, les revenus de placements à recevoir, les créances, les réclamations et frais à payer sont comptabilisés à la juste valeur, qui est équivalente à la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

### Informations complémentaires sur les risques financiers

#### *Risque de crédit*

L'exposition au risque de crédit du Fonds correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. Le risque de crédit afférent à ces actifs se concentre dans un seul secteur d'activité, soit celui des agents de voyages.



La direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de crédit important par le fait qu'il transige avec un nombre important de clients, lesquels remettent en majorité le paiement de la contribution au Fonds dans les délais requis.

L'analyse de l'âge des créances se détaille comme suit :

		<u>2011</u>		<u>2010</u>
Créances non en souffrance		2 764 296 \$		2 488 184 \$
Créances en souffrance				
Moins de 30 jours	95 552 \$		139 528 \$	
De 30 à 60 jours	-		12 790	
Plus de 60 jours	103 804	199 356	82 869	235 187
		<u>2 963 652 \$</u>		<u>2 723 371 \$</u>

Aucune provision pour créances douteuses n'a été inscrite sur les créances aux 31 mars 2011 et 2010 puisque le solde des créances en souffrance de plus de 60 jours est jugé non important.

#### *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt se définit comme le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Une variation du taux d'intérêt de 0,5 % n'aurait pas d'impact significatif sur les résultats de l'exercice.

Au 31 mars 2011, l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt se résume comme suit :

Trésorerie :	sans intérêt
Dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec :	intérêt variable
Revenus de placements à recevoir :	sans intérêt
Créances :	sans intérêt
Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec :	sans intérêt
Réclamations et frais à payer :	sans intérêt

#### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité représente l'éventualité que le Fonds ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour faire respecter les obligations financières de l'entité.

Afin de contrer ce risque, des prévisions à l'égard des besoins de liquidités du Fonds sont effectuées mensuellement et les transferts nécessaires sont faits auprès de la Caisse. Pour assurer les besoins de liquidité, le Fonds conserve en moyenne un million de dollars dans sa trésorerie afin de parer à toutes fermetures d'agences de voyages ou bien défaut de fournisseur de service.

Le Fonds est en mesure d'honorer les passifs qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée et à long terme. Il paie généralement ses créances à l'intérieur d'un délai de 30 jours.

#### *Risque de marché*

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la valeur des instruments financiers. La valeur d'un instrument financier est influencée par la variation de certains paramètres de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, le cours boursier, de même que par leur volatilité.

Pour gérer ce risque, le Fonds dispose d'une entente de service avec la Caisse et d'une politique de placement qui précise le cadre de gestion des sommes déposées. Cette politique détermine les normes générales de répartition de l'actif, en définissant le portefeuille de référence et en traduisant ainsi les besoins du Fonds en matière de rendement attendu et de risque acceptable dans le contexte des marchés financiers. Elle fixe également les limites aux déviations de répartition de l'actif que peut effectuer la Caisse dans sa gestion active ainsi que les attentes de ce fonds en matière de valeur ajoutée par rapport au portefeuille de référence retenu.

La Caisse présente l'information suivante relativement à la gestion du risque de marché dans les états financiers audités du fonds particulier 333 au 31 décembre 2010.

« Le risque de marché de la Caisse est mesuré au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la valeur marchande de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours d'une période selon un niveau de confiance déterminé. La Caisse utilise un niveau de confiance de 99 % dans son calcul. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument contenu dans l'ensemble des portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille global.

La Caisse utilise la méthode de la simulation historique pour estimer la VaR. La méthode de simulation historique se fonde principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Cette méthode nécessite que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'estimation du rendement des instruments soient disponibles. Dans l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 1 300 jours d'observation des facteurs de risque, tels la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et des prix des actifs financiers, est utilisé pour estimer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des actifs.

Deux types de risque sont calculés, soit les risques absolu et actif. Le risque absolu, ou la VaR absolue, du portefeuille de référence de la Caisse (portefeuille visé par les déposants globalement) est la résultante du risque (la volatilité) des indices de référence des catégories d'actif qui composent ce portefeuille. Par exemple, si les déposants choisissaient globalement d'augmenter la proportion des actions dans leur portefeuille de référence respectif, ce risque s'en trouverait automatiquement accru étant donné la plus grande volatilité de cette catégorie d'actif. Par le fait même, le rendement absolu attendu s'en trouverait aussi augmenté. Le risque absolu du portefeuille global (composé des investissements réels) correspond au risque (la volatilité) des positions qui composent le portefeuille global de la Caisse.

Le risque absolu du portefeuille global et celui du portefeuille de référence se calculent selon la même méthode, mais couvrent différents portefeuilles, soit le portefeuille global réellement investi par la Caisse et le portefeuille de référence visé par les déposants.

Le risque actif, ou la VaR de la gestion active, représente la possibilité que la Caisse dégage un rendement différent de celui de son portefeuille de référence en gérant son portefeuille global de façon active. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille global se démarquera du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse, le risque absolu du portefeuille global et le risque actif sont mesurés régulièrement. »

Au 31 mars 2011, le risque absolu et le risque actif du fonds particulier 333, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 1300 jours, sont respectivement de 26,32 % et de 3,36 % (22,45 % et 6,99 % en 2010).

## 7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, le Fonds est apparenté à tous les ministères, aux fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, à un contrôle conjoint ou à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles à l'exception des frais d'administration. En effet, le Service des permis de l'Office assume l'ensemble des frais d'administration du Fonds. Ils sont par la suite refacturés par l'Office à l'aide d'une méthode de répartition basée sur les coûts réels. Aux 31 mars 2011 et 2010, les montants refacturés s'élevaient respectivement à 300 000 \$.

## 8. ENGAGEMENT

Dans le cadre d'une campagne d'information et d'éducation pour les clients des agents de voyages à l'égard de leurs droits et de leurs obligations en vertu de la loi, le Fonds a conclu le 11 janvier 2011 un contrat avec les Éditions Protégez-Vous pour l'élaboration d'un guide pratique du voyageur. Ce contrat, au prix forfaitaire de 197 500 \$ doit être finalisé au plus tard le 15 septembre 2011. Au 31 mars 2011, un montant de 50 000 \$, inclus dans les frais de publicité et promotion, a été déboursé pour des travaux réalisés dans le cadre de ce contrat.

## 9. PRÉSENTATION DES CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2010 ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2011.



# RAPPORT DU FIDUCIAIRE

L'Autorité des marchés financiers est fiduciaire du Fonds d'indemnisation des services financiers. La direction de l'Autorité est donc responsable de la préparation et de la présentation des états financiers du Fonds d'indemnisation des services financiers, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux présents états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction de l'Autorité maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction de l'Autorité procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes que l'Autorité applique de façon uniforme.

L'Autorité reconnaît qu'elle est tenue de gérer les affaires du Fonds d'indemnisation des services financiers conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds d'indemnisation des services financiers, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Mario Albert  
Président-directeur général



Linda Levasseur  
Directrice générale de l'administration

Québec, le 13 juin 2011

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

## RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds d'indemnisation des services financiers, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, l'état des résultats, l'état de l'évolution du solde de fonds et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction de l'Autorité des marchés financiers, à titre de fiduciaire du Fonds, est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### **Opinion**

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'indemnisation des services financiers au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

## RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 Renaud Lachance, FCA auditeur FCA auditeur

Québec, le 13 juin 2011

**FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS****RÉSULTATS DE L'EXERCICE** TERMINÉ LE 31 MARS 2011 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2011	2010
<b>PRODUITS</b>		
Cotisations	11 580	11 638
Intérêts	74	5
Produits de subrogation	173	388
	11 827	12 031
<b>CHARGES</b>		
Indemnisations (note 11)	829	2 589
Salaires et avantages sociaux (note 4)	905	857
Frais de déplacements	4	5
Services professionnels	206	259
Frais de gestion (note 5)	392	649
Frais financiers		120
Autres	14	16
	2 350	4 495
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<b>9 477</b>	<b>7 536</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉVOLUTION DU SOLDE DE FONDS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2011 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2011	2010
Solde au début	(20 057)	(27 593)
Excédent des produits sur les charges	9 477	7 536
<b>SOLDE À LA FIN</b> (note 6)	<b>(10 580)</b>	<b>(20 057)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**BILAN** AU 31 MARS 2011 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2011	2010
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse	385	60
Placements (note 8)	12 090	3 150
Créances (note 9)	425	575
Frais payés d'avance		7
	12 900	3 792
Effets à recevoir en subrogation, sans intérêt, échéant en 2015	33	61
	12 933	3 853
<b>PASSIF</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Charges à payer (note 10)	78	115
Provision pour indemnisations (note 11)	16 097	16 404
Produits reportés	7 338	7 391
	23 513	23 910
<b>SOLDE DE FONDS</b> (note 6)	(10 580)	(20 057)
	12 933	3 853

**ÉVENTUALITÉS** (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Mario Albert  
Président-directeur général  
Autorité des marchés financiers



Linda Levasseur  
Directrice générale de l'administration  
Autorité des marchés financiers

## FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2011 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2011	2010
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Excédent des produits sur les charges	9 477	7 536
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Créances	150	59
Frais payés d'avance	7	
Effets à recevoir en subrogation	28	29
Charges à payer	(37)	56
Provision pour indemnisations	(307)	2 082
Produits reportés	(53)	5
	(212)	2 231
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	9 265	9 767
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions de placements	(15 140)	(750)
Produit de disposition de placements	3 800	150
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(11 340)	(600)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursement de l'avance de l'Autorité		(6 785)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(6 785)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 075)	2 382
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	2 460	78
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	385	2 460
<b>La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent :</b>		
Encaisse	385	60
Placements dont l'échéance n'excède pas trois mois		2 400
	385	2 460

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2011 (EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE)

## 1 - STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Fonds d'indemnisation des services financiers est un fonds constitué en vertu de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, sanctionnée le 20 juin 1998 par l'Assemblée nationale. À partir du 1<sup>er</sup> octobre 1999, ce fonds a pris la relève des fonds correspondants créés en vertu de la *Loi sur les intermédiaires de marché*.

Au 1<sup>er</sup> février 2004, le Fonds d'indemnisation des services financiers a été remplacé par l'Autorité des marchés financiers (ci-après appelée l'Autorité) en vertu de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*. L'Autorité en a donc acquis les droits et assumé les obligations. Le Fonds d'indemnisation des services financiers est maintenant un patrimoine d'affectation géré par l'Autorité séparément de ses autres actifs.

Le 21 septembre 2005, l'Autorité a été autorisée par décret par le gouvernement du Québec à intégrer au Fonds d'indemnisation des services financiers les sommes provenant du Fonds d'indemnisation en assurance de personnes, du Fonds d'indemnisation en assurance de dommages et du Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers. Jusqu'à cette date, l'Autorité gérait de façon séparée ces trois patrimoines issus de la défunte *Loi sur les intermédiaires de marché*. Les indemnités découlant de fraudes commises avant octobre 1999 étaient payées à même ces patrimoines en fonction de leur compétence respective. Dorénavant, toutes les indemnités sont payées à même le Fonds d'indemnisation des services financiers, peu importe l'année au cours de laquelle est survenue la fraude.

L'Autorité a notamment pour objet d'administrer, par le biais du Fonds d'indemnisation des services financiers, les sommes d'argent qui y sont déposées. Elle a également pour mission d'indemniser les personnes ayant subi un préjudice à la suite d'une fraude, d'une manœuvre dolosive ou d'un détournement de fonds dont un cabinet, un représentant autonome ou une

société autonome peut être tenu responsable dans le cadre de ses activités. Elle a aussi le mandat de prendre en charge les dossiers des réclamations déposées aux anciens fonds et de statuer sur l'admissibilité pour paiement des réclamations découlant d'actes survenus entre le 1<sup>er</sup> septembre 1991 et le 30 septembre 1999 conformément aux règles édictées par la *Loi sur les intermédiaires de marché*.

## 2 - MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers du Fonds d'indemnisation des services financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Le principal élément faisant l'objet d'estimation est la provision pour indemnités. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

L'Autorité, à titre de fiduciaire du Fonds d'indemnisation des services financiers, en vertu de la possibilité émise par le Conseil des normes comptables, a fait le choix de ne pas appliquer les normes actuelles concernant les instruments financiers, notamment les chapitres 1530 - Résultat étendu, 3855 - Instruments financiers - comptabilisation et évaluation, 3862 - Instruments financiers - information à fournir et 3863 - Instruments financiers - présentation.

## Constatation des produits

## • Produits de cotisations

Les produits de cotisations sont comptabilisés en fonction de la période couverte par ces produits. Les montants facturés pour une période excédant la fin de l'exercice sont comptabilisés à titre de produits reportés.

## • Produits de subrogation

Les produits de subrogation sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable de recouvrabilité des montants.

## Placements

Les placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande.

## Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du Fonds d'indemnisation des services financiers consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à compter de la date d'acquisition.

## 3 - MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Suite à une décision du Conseil des normes comptables, les sociétés ayant une obligation d'information du public, incluant les entités qui détiennent des actifs en qualité de fiduciaire pour un vaste groupe de tiers, seront tenues d'adopter les IFRS, en ce qui a trait à la comptabilisation et à la présentation de l'information financière, pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Conséquemment, le Fonds d'indemnisation des services financiers adoptera les IFRS au 1<sup>er</sup> avril 2011 et produira ses premiers états financiers selon les IFRS à compter du prochain exercice financier, y compris les données comparatives.

## 4 - SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

L'Autorité a mis à la disposition du Fonds d'indemnisation des services financiers des ressources humaines pour la gestion des opérations courantes de ses activités. Les coûts relatifs à cette opération, qui a été conclue dans le cours normal des activités et a été mesurée à la valeur d'échange, ont été imputés au Fonds d'indemnisation des services financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2011 (EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE)

## 5 - FRAIS DE GESTION

L'Autorité a mis à la disposition du Fonds d'indemnisation des services financiers des ressources humaines, des immobilisations et des espaces locatifs. Au cours de l'exercice, l'Autorité a chargé une somme de 392 (649 en 2010) pour l'utilisation de ces ressources. Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange, conformément à l'entente conclue entre les parties.

## 6 - SOLDE DE FONDS

En vertu d'une modification apportée en décembre 2004 à l'article 278 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, il a été établi que dans l'éventualité d'une insuffisance de l'actif, la cotisation doit être déterminée de manière à combler cette insuffisance sur une période maximale de cinq ans.

## 7 - INSTRUMENTS FINANCIERS

L'encaisse, les dépôts à terme, les créances et les charges à payer sont des instruments financiers dont la juste valeur se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée et des conditions s'y rattachant.

La juste valeur des effets à recevoir en subrogation n'a pu être déterminée car il est pratiquement impossible de trouver sur le marché des instruments financiers qui présentent essentiellement les mêmes caractéristiques économiques.

## 8 - PLACEMENTS

	2011	2010
Dépôts à terme, portant intérêt à des taux se situant entre 1,41 % et 1,60 %, échéant à différentes dates jusqu'en février 2012	12 090	3 150

## 9 - CRÉANCES

	2011	2010
Cotisations à recevoir	305	198
Autorité des marchés financiers (opérations courantes)		264
Autres	56	109
Intérêts courus	64	4
	425	575

## 10 - CHARGES À PAYER

	2011	2010
Comptes fournisseurs et frais courus	68	115
Autorité des marchés financiers (opérations courantes)	10	
	78	115

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2011 (EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE)

11 - INDEMNISATIONS  
ET PROVISION POUR  
INDEMNISATIONS

Le montant de la provision pour indemnités relative aux sinistres rapportés et à

ceux qui ne sont pas rapportés, établi par les actuaires mandatés par l'Autorité, est fondé sur les faits connus et sur l'interprétation des circonstances en tenant compte de l'expérience dans des dossiers similaires, des tendances historiques en matière de

règlement de sinistres, des sinistres réglés, du nombre de sinistres non réglés et de la fréquence des sinistres.

Le tableau suivant résume l'évolution de la provision pour indemnités :

	2011	2010
Solde au début	16 404	14 322
Charge de l'exercice	829	2 589
Sinistres réglés au cours de l'exercice	(1 136)	(507)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<b>16 097</b>	<b>16 404</b>

## 12 - ÉVENTUALITÉS

L'Autorité, à titre de fiduciaire du Fonds d'indemnisation des services financiers, fait l'objet d'une poursuite concernant une décision de refus d'indemnisation dans le cadre des activités du Fonds d'indemnisation

des services financiers. Compte tenu qu'il n'est pas possible d'évaluer le montant que le Fonds d'indemnisation des services financiers pourrait être appelé à payer, aucune provision n'a été constituée dans ses états financiers. Toutefois, l'Autorité est

d'avis que cette poursuite est non fondée et que les résultats de cette réclamation n'auront pas d'incidence négative importante sur la situation financière du Fonds d'indemnisation des services financiers.



# Rapport de la direction

**L**e Fonds d'indemnisation du courtage immobilier (le « Fonds ») a cessé d'exister le 1<sup>er</sup> mai 2010 à l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., c. C-73.2). Cette loi crée l'« Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec ». Conformément à l'article 150 de la Loi sur le courtage immobilier, cet organisme a été substitué au Fonds, en a acquis les droits et en assume les obligations. L'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec présente ainsi les derniers états financiers du Fonds d'indemnisation du courtage immobilier pour l'exercice final de quatre mois terminé le 30 avril 2010.

Les états financiers du Fonds ont été dressés par le personnel de l'Organisme qui assumait la direction du Fonds jusqu'au 30 avril 2010, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction a maintenu un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction reconnaît qu'elle était responsable de gérer les affaires du Fonds conformément aux lois et règlements qui le régissaient jusqu'au 30 avril 2010.

Le conseil d'administration de l'Organisme doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



**Robert Nadeau**  
Président et chef de la direction de l'OACIQ



**Me Jean-François Savoie**  
Vice président, Affaires juridiques et Greffes  
Secrétaire adjoint de l'OACIQ (Secrétaire du Fonds jusqu'au 30 avril 2010)



**Nadine Corbeil, CA**  
Directrice, Finances, OACIQ (Contrôleuse du Fonds jusqu'au 30 avril 2010)

Brossard, le 15 juillet 2010

# Rapport du vérificateur

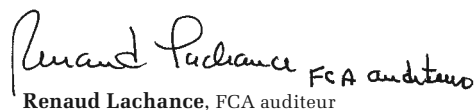
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du **Fonds d'indemnisation du courtage immobilier** au 30 avril 2010 et les états des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice final de quatre mois terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 30 avril 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice final de quatre mois terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



**Renaud Lachance, FCA auditeur**

Québec, le 15 juillet 2010

## Résultats de l'exercice final de quatre mois terminé le 30 avril 2010

	30 avril 2010 (4 mois)	31 déc. 2009 (12 mois)
<b>PRODUITS</b>		
Cotisations	91 437 \$	291 160 \$
Produits de subrogation (note 5)	4 964	24 099
Produits de placements	(2 526)	44 747
	<b>93 875</b>	<b>360 006</b>
<b>CHARGES</b>		
Honoraires de gestion	53 900	161 700
Honoraires professionnels	49 440	121 047
Frais de déplacement et de séjour	6 142	14 781
Indemnités (note 6)	(5 626)	108 663
Allocations de présence du conseil d'administration	3 613	7 850
Frais de bureau	2 066	8 674
Communication et relations publiques	2 054	35 367
Publications	1 573	3 401
	<b>113 162</b>	<b>461 483</b>
<b>EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS</b>	<b>(19 287) \$</b>	<b>(101 477)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Excédents cumulé de l'exercice final de quatre mois terminé le 30 avril 2010

	30 avril 2010 (4 mois)	31 déc. 2009 (12 mois)
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	<b>2 116 533 \$</b>	<b>2 218 010 \$</b>
Excédent des charges sur les produits	(19 287)	(101 477)
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<b>2 097 246 \$</b>	<b>2 116 533 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**Bilan** au 30 avril 2010

	30 avril 2010	31 déc. 2009
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	173 127 \$	83 906 \$
Placements (note 3)	2 467 580	2 473 248
Créances	15 097	222 660
Frais payés d'avance	-	2 453
	<b>2 655 804 \$</b>	<b>2 782 267 \$</b>
<b>PASSIF</b>		
Charges à payer	61 012	84 486
Revenus perçus d'avance	182 873	246 040
Provision pour indemnités (note 6)	314 673	335 208
	<b>558 558</b>	<b>665 734</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ (note 8)</b>	<b>2 097 246</b>	<b>2 116 533</b>
	<b>2 655 804 \$</b>	<b>2 782 267 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



François Lévesque  
Administrateur



Johanne Roy  
Administratrice

# Notes complémentaires aux états financiers

de l'exercice final de quatre mois terminé le 30 avril 2010

## 1

### Constitution et objet

Le Fonds d'indemnisation du courtage immobilier (le « Fonds »), constitué en vertu de la *Loi sur le courtage immobilier* (L.R.Q., chapitre C-73.1), a pour objet d'administrer un fonds pour garantir la responsabilité qu'un courtier ou un agent peut encourir en raison d'une fraude, d'une opération malhonnête, d'un détournement de fonds ou d'autres biens qui doivent être déposés dans un compte en fidéicommis.

Ce Fonds se finance entre autres par des cotisations versées par les membres de l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec.

Ce Fonds cessera d'exister le 1<sup>er</sup> mai 2010 à l'entrée en vigueur de la nouvelle *Loi sur le courtage immobilier* (L.R.Q., c. C-73.2). Cette loi crée l'« Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier ». La loi précise que cet organisme sera substitué au Fonds, qu'il en acquerra les droits et en assumera les obligations et que les affaires en cours au Fonds seront continuées par cet organisme.

## 2

### Conventions comptables

La préparation des états financiers du Fonds, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

### INSTRUMENTS FINANCIERS

#### *Évaluation initiale*

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction.

#### *Catégorie d'instruments financiers et évaluation ultérieure*

##### *Actifs détenus à des fins de transaction*

Les actifs détenus à des fins de transaction sont des actifs que le Fonds a acquis principalement en vue de leur revente à court terme afin de réaliser un profit et qui font partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme. Cette catégorie comprend également des actifs ne respectant pas les critères susmentionnés, mais que le Fonds a choisi de désigner irrévocablement comme étant détenus à des fins de transaction.

Les actifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatés en résultat net.

Le Fonds a classé dans cette catégorie l'encaisse et les placements.

##### *Prêts et créances*

Les prêts et créances n'incluent pas les titres de créances et ils sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le Fonds a classé dans cette catégorie les créances.

##### *Autres passifs financiers*

Les autres passifs financiers comprennent tous les passifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés comme passifs détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le Fonds a classé dans cette catégorie les charges à payer.

*Juste valeur*

La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

### 3 Instruments financiers

*Juste valeur*

- a) La juste valeur des créances et des charges à payer correspond approximativement à la valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les placements, constitués d'obligations municipales, provinciales et d'universités, portent intérêt à des taux variant entre 2,50 et 6,10 %, échéant entre décembre 2010 et juillet 2019. La juste valeur des placements a été déterminée en fonction des prix en vigueur sur le marché incluant les intérêts courus.

La variation au cours de l'exercice de quatre mois terminé le 30 avril 2010 de la juste valeur des actifs financiers désignés par le Fonds comme étant détenus à des fins de transaction, comptabilisée contre les produits de placements, est d'un montant négatif de 22 039 \$ (31 décembre 2009 : montant négatif de 22 399 \$).

- b) Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :
- Niveau 1 - Évaluation fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
  - Niveau 2 - Techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
  - Niveau 3 - Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

L'encaisse au 30 avril 2010 d'un montant de 173 127 \$ (31 décembre 2009 : 83 906 \$) et les placements au 30 avril 2010 d'un montant de 2 467 580 \$ (31 décembre 2009 : 2 473 248 \$) sont classés selon une hiérarchie de niveau 1 et représentent les seuls actifs financiers à la juste valeur. Aucun passif financier n'est présenté à la juste valeur.

*Risque de crédit*

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Fonds au risque de crédit.

Au 30 avril 2010, 30 % des créances sont à recevoir de l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec (100 % au 31 décembre 2009).

Le Fonds a établi une politique de placements visant à encadrer la gestion des actifs. Les placements sont constitués d'obligations municipales, provinciales et d'universités. De plus, le Fonds procède à une évaluation continue des créances à recevoir et comptabilise une provision pour pertes au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

Au 30 avril 2010 et au 31 décembre 2009, aucune créance n'est considérée échue au-delà des termes standards et aucune provision pour créances douteuses n'a été comptabilisée au cours de l'exercice.

*Risque de taux d'intérêts*

Les placements portent intérêt à des taux variant entre 2,50 et 6,10 %. Selon les soldes au 30 avril 2010, une diminution de 1 % du taux d'intérêt impliquerait une diminution de l'excédent des produits sur les charges d'environ 25 000 \$. Pour une augmentation de 1 % du taux d'intérêt, il y aurait une incidence égale et inverse sur l'excédent des produits sur les charges.

## 4 Découvert bancaire

Le Fonds dispose d'un prêt sur marge autorisée portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière plus 1,5 % et garanti par certains placements.

## 5 Produits de subrogation

Les produits de subrogation représentent les sommes perçues par le Fonds suite à l'exercice d'un recours subrogatoire contre le courtier ou l'agent immobilier visé par une réclamation et visant la récupération des indemnités payées en raison des actes frauduleux ou malhonnêtes commis par ce dernier.

## 6 Provision pour indemnités

La politique du Fonds est de provisionner, dès la réception d'une réclamation dûment assermentée, 25 % du montant réclamé jusqu'à concurrence de 3 750 \$. Cette provision est maintenue jusqu'à la décision finale du conseil d'administration du Fonds.

## 7 Informations concernant le capital

L'objectif du Fonds en matière de gestion du capital consiste à disposer de liquidités suffisantes lui permettant de financer ses activités d'opération et d'assurer le paiement des indemnités découlant de l'admissibilité des réclamations produites contre un courtier ou un agent.

Le Fonds est principalement financé par la cotisation annuelle des courtiers et des agents immobiliers du Québec et par les intérêts produits par les sommes d'argent le constituant. Le Fonds a établi une politique de placements visant principalement à protéger le capital, à accorder les échéances de ses placements avec ses engagements financiers et à diversifier ses placements.

Le Fonds respecte le maintien d'un fonds de roulement minimum de 500 000 \$ exigé en vertu de règles extérieures.

Provision pour indemnités	30 avril 2010 (4 mois)	31 déc. 2009 (12 mois)
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	<b>335 208 \$</b>	<b>315 603 \$</b>
Provision pour réclamations de l'exercice	114 096	320 208
Annulation de réclamations d'exercices antérieurs	(119 722)	(211 545)
	(5 626)	108 663
Paiement de réclamations	(14 909)	(89 058)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<b>314 673 \$</b>	<b>335 208 \$</b>

## 8 Excédent cumulé

En vertu du Règlement d'application de la Loi sur le courtage immobilier, le ministre chargé de l'application de la Loi sur le courtage immobilier peut autoriser le conseil d'administration du Fonds à utiliser, selon certaines conditions, les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds, à des fins reliées au secteur du courtage immobilier et favorisant la protection du public. L'excédent cumulé au 30 avril 2010 comprend des intérêts de 800 783 \$ (au 31 décembre 2009 : 803 309 \$).

## 9 Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans la cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.



**ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2011**

---

États financiers non disponibles à la date de publication.





1

## REVENU QUÉBEC


## FONDS EN FIDÉICOMMISS - TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

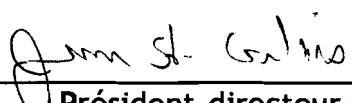
## BILAN

AU 31 MARS 2011

	(NON AUDITÉ) 2011 (en milliers de dollars)	(NON AUDITÉ) 2010 (en milliers de dollars) (note 4)
<b>ACTIF</b>		
Comptes à recevoir du gouvernement du Canada (note 3)	60 758	56 951
Avances au Fonds consolidé du revenu, sans intérêts ni modalités de remboursement (note 3)	316 564	129 490
<b>Total de l'actif</b>	<b>377 322</b>	<b>186 441</b>
<b>PASSIF</b>		
Taxe sur les produits et services à payer au gouvernement du Canada (note 3)	377 322	186 441
<b>Total du passif</b>	<b>377 322</b>	<b>186 441</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

  
 Administrateur du Fonds en fidéicommiss  
 Taxe sur les produits et services

  
 Président-directeur général  
 de Revenu Québec

**REVENU QUÉBEC****FONDS EN FIDÉICOMMIS - TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES****NOTES COMPLÉMENTAIRES****DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2011****(NON AUDITÉ)****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds en fidéicommis - Taxe sur les produits et services est composé de sommes perçues et de crédits pour intrants remboursés administrés pour le gouvernement du Canada au titre de la taxe sur les produits et services en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Québec.

**2. CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers ont été préparés par Revenu Québec selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

**3. ÉVOLUTION DES DÉPÔTS**

	<b>Solde au 31 mars 2010</b> (en milliers de dollars)	<b>Augmentation</b> (en milliers de dollars)	<b>Diminution</b> (en milliers de dollars)	<b>Solde au 31 mars 2011</b> (en milliers de dollars)
Sommes perçues en TPS	186 441	9 273 040	(9 082 159)	377 322
Crédits pour intrants remboursés	(56 951)	(3 821 727)	3 817 920	(60 758)
	<u>129 490</u>	<u>5 451 313</u>	<u>(5 264 239)</u>	<u>316 564</u>

**4. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2010 ont été redressés pour les rendre conformes à la présentation adoptée de 2011.



## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies (Fonds) ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les autres renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont certains membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Pierre Prémont  
Président-directeur général

Annie Baron, CMA  
Directrice des ressources  
financières et matérielles

Québec, le 9 juin 2011



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, l'état des résultats et l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

  
Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 juin 2011

**FONDS QUÉBÉCOIS DE LA RECHERCHE SUR LA NATURE ET LES TECHNOLOGIES**  
**RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES (note 3)</b>	54 616 618 \$	52 578 291 \$
<b>INTÉRÊTS ET AUTRES PRODUITS</b>	875 733	1 346 929
	<u>55 492 351</u>	<u>53 925 220</u>
<b>SUBVENTIONS ET BOURSES ACCORDÉES</b>		
Subventions à la recherche	35 819 768	33 281 189
Bourses	17 304 188	17 320 344
	<u>53 123 956</u>	<u>50 601 533</u>
	2 368 395	3 323 687
<b>FRAIS DE FONCTIONNEMENT (note 4)</b>	<u>4 178 623</u>	<u>4 659 962</u>
<b>EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS</b>	(1 810 228)	(1 336 275)
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	<u>6 161 199</u>	<u>7 497 474</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN (note 5)</b>	<u>4 350 971 \$</u>	<u>6 161 199 \$</u>

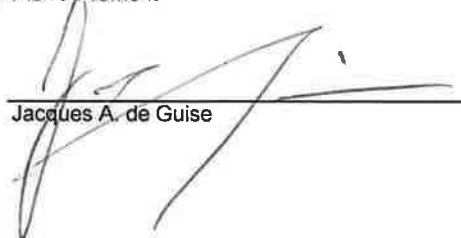
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS QUÉBÉCOIS DE LA RECHERCHE SUR LA NATURE ET LES TECHNOLOGIES**  
**BILAN**  
**AU 31 MARS 2011**

	2011	2010
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Trésorerie	32 913 987 \$	37 372 232 \$
Placements temporaires, taux variant de 0,70% à 1,20%, échéant de avril 2011 à avril 2012	2 400 000	-
Intérêts courus	31 940	9 135
Subventions à recevoir et autres créances (note 6)	2 340 504	922 747
Frais payés d'avance	44 482	47 713
	<u>37 730 913</u>	<u>38 351 827</u>
<b>Sommes détenues pour le compte d'organismes subventionnaires (note 7)</b>	8 924	8 919
<b>Immobilisations corporelles (note 8)</b>	588 630	555 096
	<u>38 328 467 \$</u>	<u>38 915 842 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Charges à payer et frais courus (note 10)	442 355 \$	811 515 \$
Subventions d'organismes reportées	10 366 356	9 716 976
Subventions du gouvernement du Québec reportées	23 159 869	22 217 236
	<u>33 968 580</u>	<u>32 745 727</u>
<b>Sommes à verser pour le compte d'organismes subventionnaires (note 7)</b>	8 916	8 916
	<u>33 977 496</u>	<u>32 754 643</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ (note 5)</b>	4 350 971	6 161 199
	<u>38 328 467 \$</u>	<u>38 915 842 \$</u>
<b>Engagements (note 11)</b>		

Pour le conseil d'administration :

  
 Pierre Prémont

  
 Jacques A. de Guise

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS QUÉBÉCOIS DE LA RECHERCHE SUR LA NATURE ET LES TECHNOLOGIES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent des charges sur les produits	(1 810 228) \$	(1 336 275) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>263 847</u>	<u>280 987</u>
	<u>(1 546 381)</u>	<u>(1 055 288)</u>
Variation des éléments hors trésorerie		
Intérêts courus	(22 805)	252 309
Subventions à recevoir et autres créances	(1 417 757)	(29 725)
Frais payés d'avance	3 231	72 169
Sommes détenues pour le compte d'organismes subventionnaires (note 7)	(5)	554 749
Charges à payer et frais courus (note 10)	(343 875)	391 112
Subventions d'organismes reportées	649 380	4 076 166
Subventions du gouvernement du Québec reportées	942 633	9 434 177
Sommes à verser pour le compte d'organismes subventionnaires (note 7)	<u>(0)</u>	<u>(554 731)</u>
	<u>(189 198)</u>	<u>14 196 226</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>(1 735 579)</u>	<u>13 140 938</u>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition des placements	(12 400 000)	-
Disposition des placements	10 000 000	24 012 022
Acquisitions d'immobilisations corporelles	<u>(322 666)</u>	<u>(513 292)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(2 722 666)</u>	<u>23 498 730</u>
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<u>(4 458 245)</u>	<u>36 639 668</u>
<b>TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>37 372 232</u>	<u>732 564</u>
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u><u>32 913 987 \$</u></u>	<u><u>37 372 232 \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS QUÉBÉCOIS DE LA RECHERCHE SUR LA NATURE ET LES TECHNOLOGIES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**31 MARS 2011**

**1. CONSTITUTION ET FONCTIONS**

Le Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies (Fonds) est constitué par la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (L.R.Q., chapitre M-30.01). Le Fonds a pour fonctions de promouvoir et d'aider financièrement : la recherche et la diffusion des connaissances dans les domaines des sciences naturelles, des sciences mathématiques et du génie ; la formation de chercheurs par l'attribution de bourses d'excellence aux étudiants des 2e et 3e cycles universitaires et aux personnes qui effectuent des recherches postdoctorales ainsi que par l'attribution de bourses de perfectionnement aux personnes qui désirent réintégrer les circuits de la recherche et l'attribution de subventions pour des dégagements de tâche d'enseignement pour les professeurs de l'enseignement collégial engagés dans des activités de recherche.

De plus, le Fonds gère des programmes de bourses pour les étudiants des 2e et 3e cycles universitaires et des programmes de subventions. Il établit tout partenariat nécessaire, notamment avec les universités, les collèges, l'industrie, les ministères et les organismes publics et privés concernés.

En vertu de l'article 48 de la Loi ci-haut mentionnée, le Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies est mandataire du gouvernement du Québec. Il est donc exempté d'impôt au fédéral et au provincial.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. La préparation des états financiers du Fonds conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**Subventions du gouvernement du Québec et d'autres organismes**

Les subventions affectées sont comptabilisées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les subventions non affectées sont comptabilisées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

**Subventions et bourses accordées**

Les subventions et bourses sont comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Les annulations ou les remboursements de subventions et bourses accordées sont inscrits dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées ou remboursées.

**Produits de placement et placements temporaires**

Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les placements temporaires, composés de billets à escompte, sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de marché.

**Autres produits**

Les autres produits sont comptabilisés au moment où les services ont été rendus aux clients, lorsque le prix de vente est déterminé ou déterminable.



**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique du Fonds consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

	<u>Durées</u>
Mobilier de bureau et équipement	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Améliorations locatives	5 ans
Développement informatique	5 ans

**Dépréciation d'actifs à long terme**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Fonds de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aux 31 mars 2011 et 2010, aucune moins-value n'a été

**Régime d'avantages sociaux**

Le Fonds offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. Les contributions sont effectuées par le Fonds et les participants au régime. L'employeur et l'employé contribuent à une part égale correspondant à 5 % du salaire chacun. Chaque employé gère individuellement ses choix de placement.

**3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation *	46 252 154 \$	45 784 654 \$
Partenaires des Projets de recherche orientée	5 347 843	3 977 728
Autres	3 016 621	2 815 909
	<u>54 616 618 \$</u>	<u>52 578 291 \$</u>

\* Apparenté sous contrôle commun

## 4. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

	2011	2010
<b>TRAITEMENTS</b>		
Rémunération	2 758 110 \$	2 943 705 \$
Formation et perfectionnement	15 267	42 118
Cotisations professionnelles	3 152	2 758
	<u>2 776 529</u>	<u>2 988 581</u>
<b>SERVICES</b>		
Honoraires	<u>264 676</u>	<u>449 514</u>
<b>FRAIS D'OCCUPATION DES LOCAUX</b>		
Loyers à la Société immobilière du Québec*	329 984	252 759
Assurances	21 813	19 709
Entretien et réparations	86 277	100 457
Location	8 100	3 212
	<u>446 174</u>	<u>376 137</u>
<b>COMMUNICATIONS</b>	<u>49 715</u>	<u>69 173</u>
<b>TRANSPORT ET SÉJOUR</b>	<u>234 232</u>	<u>294 967</u>
<b>AUTRES FRAIS</b>		
Télécommunications	49 707	59 762
Reprographie	38 496	50 728
Frais d'envoi	26 926	39 849
Charges de bureau	24 762	46 176
Autres charges	3 559	4 088
	<u>143 450</u>	<u>200 603</u>
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<u>263 847</u>	<u>280 987</u>
	<u>4 178 623 \$</u>	<u>4 659 962 \$</u>

\* Apparenté sous contrôle commun

## 5. EXCÉDENT CUMULÉ

Le conseil d'administration du Fonds a réservé une partie de l'excédent cumulé pour l'attribution de bourses et de subventions incluant une somme pour honorer les engagements pris par le Fonds dans les protocoles des Projets de recherche orientée. Le Fonds ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins sans le consentement préalable du conseil d'administration. Ces affectations se détaillent comme suit:

	2011	2010
Subventions à la recherche et bourses	3 426 515 \$	5 344 440 \$
Non affecté	924 456	816 759
	<u>4 350 971 \$</u>	<u>6 161 199 \$</u>

**6. SUBVENTIONS À RECEVOIR ET AUTRES CRÉANCES**

	2011	2010
Apparentés sous contrôle commun		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	912 463 \$	149 319 \$
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	-	224 050
Fonds de la recherche en santé du Québec	1 132	48 831
Fonds de la recherche Forestière Saguenay-Lac-Saint-Jean	292 544	-
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	311 666	-
Ministère des Relations internationales	143 646	95 000
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	619 000	-
Ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports	-	263 526
Institut de recherche en santé du Canada	51 835	133 376
Autres	8 218	8 645
	<u>2 340 504 \$</u>	<u>922 747 \$</u>

**7. SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES SUBVENTIONNAIRES**

Le Fonds a conclu une entente avec Perspectives STS afin de prendre en charge certaines opérations relatives à l'attribution de leurs subventions à la recherche. Dans ce cas, le Fonds agit uniquement à titre d'intermédiaire en fournissant son expertise en la matière. À l'exclusion des frais de gestion versés au Fonds, ces opérations n'apparaissent pas dans les résultats du Fonds.

Les opérations des sommes à verser relatives à ces ententes se détaillent comme suit :

	Perspectives STS
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	8 919 \$
<b>Augmentation</b>	
Intérêts sur dépôts bancaires	75
	<u>8 994</u>
<b>Diminution</b>	
Transfert des intérêts au Fonds	70
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<u>8 924 \$</u>
Intérêts reçus non transférés	(8)
Sommes à verser pour le compte d'organismes subventionnaires	<u>8 916 \$</u>

**8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	2011		2010
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier de bureau et équipement	285 501 \$	251 050 \$	34 451 \$
Équipement informatique	1 256 959	1 200 608	56 351
Améliorations locatives	448 195	404 548	43 647
Développement informatique	2 178 159	1 723 978	454 181
	<u>4 168 814 \$</u>	<u>3 580 184 \$</u>	<u>555 096 \$</u>

Au 31 mars 2011, le poste « Charges à payer et frais courus » n'inclut aucun montant (2010 - 25 285 \$) lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

## 9. FACILITÉS DE CRÉDIT

Le Fonds dispose de facilités de crédit n'excédant pas un montant total en cours de 10 000 000 \$ auprès du Fonds de financement, et ce jusqu'au 31 mars 2012. Les montants prélevés portent intérêt au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,3 %. Aux 31 mars 2011 et 2010, les facilités de crédit étaient inutilisées.

## 10. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2011	2010
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture *	- \$	184 850 \$
Fonds de la recherche en santé du Québec *	-	213 714
Fournisseurs	67 887	74 787
Salaires et vacances à payer	374 468	338 164
	<u>442 355 \$</u>	<u>811 515 \$</u>

\* Apparenté sous contrôle commun

## 11. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2011, les engagements du Fonds sont de 38 689 421 \$ (2010 - 50 757 409 \$) à l'égard des subventions et de 15 070 120 \$ (2010 - 15 795 682 \$) à l'égard des bourses. L'octroi de ces subventions et de ces bourses est toutefois conditionnel aux crédits accordés par l'Assemblée nationale, à l'exception des sommes réservées dans l'excédent cumulé.

## 12. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas toutes divulguées distinctement aux états financiers.

## 13. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

### Régime de retraite

Le régime supplémentaire de rentes pour les membres du personnel du Fonds est un régime de retraite à cotisations déterminées. Les obligations du Fonds envers ce régime se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Ce régime ne paiera pas de prestations au-delà des fonds disponibles.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 120 360 \$ (2010 - 112 688 \$) et représentent le coût des services courants.

**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (Fonds) ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les autres renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité des finances dont certains membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité des finances pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Pierre Prémont  
Président-directeur général par interim

Annie Baron, CMA  
Directrice des ressources  
financières et matérielles

Québec, le 16 juin 2011



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, l'état des résultats et l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture au 31 mars 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 16 juin 2011

**FONDS QUÉBÉCOIS DE LA RECHERCHE SUR LA SOCIÉTÉ ET LA CULTURE**  
**RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011**

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
<b>SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES</b> (note 3)	53 795 651 \$	52 224 839 \$
<b>INTÉRÊTS ET AUTRES PRODUITS</b>	<u>532 240</u>	<u>1 187 131</u>
	54 327 891	53 411 970
<b>SUBVENTIONS ET BOURSES ACCORDÉES</b>		
Subventions à la recherche	32 677 894	30 008 594
Bourses	<u>17 988 651</u>	<u>19 970 319</u>
	50 666 545	49 978 913
	3 661 346	3 433 057
<b>FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b> (note 4)	<u>4 556 822</u>	<u>4 793 596</u>
<b>EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS</b>	(895 476)	(1 360 539)
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	<u>5 589 665</u>	<u>6 950 204</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b> (note 5)	<u>4 694 189 \$</u>	<u>5 589 665 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## FONDS QUÉBÉCOIS DE LA RECHERCHE SUR LA SOCIÉTÉ ET LA CULTURE


## BILAN

AU 31 MARS 2011

	2011	2010
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Trésorerie	22 530 479 \$	24 838 371 \$
Placement temporaire, taux de 1,20%, échéant en avril 2012	900 000	-
Intérêts courus	13 370	6 086
Subventions à recevoir et autres créances (note 6)	729 843	2 143 606
Frais payés d'avance	32 255	76 321
	<u>24 205 947</u>	<u>27 064 384</u>
<b>Immobilisations corporelles (note 7)</b>	542 210	519 559
	<u>24 748 157 \$</u>	<u>27 583 943 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Charges à payer et frais courus (note 9)	1 324 126 \$	516 678 \$
Subventions d'organismes reportées	12 504 309	13 869 038
Subventions du gouvernement du Québec reportées	6 225 533	7 572 570
Portion court terme de la dette à long terme	-	35 992
	<u>20 053 968</u>	<u>21 994 278</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ (note 5)</b>	4 694 189	5 589 665
	<u>24 748 157 \$</u>	<u>27 583 943 \$</u>

**Engagements (note 10)**

Pour le conseil d'administration :


  
 Pierre Prémont


  
 Josée St-Pierre

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## FONDS QUÉBÉCOIS DE LA RECHERCHE SUR LA SOCIÉTÉ ET LA CULTURE

## FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

	2011	2010
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent des charges sur les produits	(895 476) \$	(1 360 539) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	275 863	238 545
	(619 613)	(1 121 994)
Variation des éléments hors trésorerie		
Intérêts courus	(7 284)	334 854
Subventions à recevoir et autres créances	1 413 763	828 962
Frais payés d'avance	44 066	(54 689)
Charges à payer et frais courus (note 9)	817 213	(64 570)
Subventions d'organismes reportées	(1 364 729)	3 082 840
Subventions du gouvernement du Québec reportées	(1 347 037)	1 935 915
	(444 008)	6 063 312
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(1 063 621)	4 941 318
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition des placements	(3 400 000)	-
Disposition des placements	2 500 000	20 025 023
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(308 279)	(442 219)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 208 279)	19 582 804
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Flux de trésorerie liés aux activités de financement: Remboursement de la dette à long terme	(35 992)	(51 332)
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE</b>	(2 307 892)	24 472 790
<b>TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	24 838 371	365 581
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	22 530 479 \$	24 838 371 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS QUÉBÉCOIS DE LA RECHERCHE SUR LA SOCIÉTÉ ET LA CULTURE****NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2011****1. CONSTITUTION ET FONCTIONS**

Le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (Fonds) est constitué par la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (L.R.Q., chapitre M-30.01). Le Fonds a pour fonctions de promouvoir et d'aider financièrement : le développement de la recherche et la diffusion des connaissances dans les domaines des sciences sociales et humaines ainsi que dans ceux de l'éducation, de la gestion, des arts et des lettres ; la formation de chercheurs par l'attribution de bourses d'excellence aux étudiants des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles universitaires et aux personnes qui effectuent des recherches postdoctorales ainsi que par l'attribution de bourses de perfectionnement aux personnes qui désirent réintégrer les circuits de la recherche et l'attribution de subventions pour des dégagements de tâche d'enseignement pour les professeurs de l'enseignement collégial engagés dans des activités de recherche.

De plus, le Fonds gère des programmes de bourses pour les étudiants des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles universitaires et des programmes de subventions. Il établit tout partenariat nécessaire, notamment avec les universités, les collèges, l'industrie, les ministères et les organismes publics et privés concernés.

En vertu de l'article 48 de la Loi ci-haut mentionnée, le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture est mandataire du gouvernement du Québec. Il est donc exempté d'impôt au fédéral et au provincial.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. La préparation des états financiers du Fonds conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**Subventions du gouvernement du Québec et d'autres organismes**

Les subventions affectées sont comptabilisées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les subventions non affectées sont comptabilisées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

**Subventions et bourses accordées**

Les subventions et bourses sont comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Les annulations ou les remboursements de subventions et bourses accordées sont inscrits dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées ou remboursées.

**Produits de placement et placements temporaires**

Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Le placement temporaire, composé d'un billet à escompte, est comptabilisé au moindre du coût et de la valeur de marché.

**Autres produits**

Les autres produits sont comptabilisés au moment où les services ont été rendus aux clients, lorsque le prix de vente est déterminé ou déterminable.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique du Fonds consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

	<b><u>Durées</u></b>
Mobilier de bureau et équipement	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Améliorations locatives	5 ans
Développement informatique	5 ans

**Dépréciation d'actifs à long terme**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Fonds de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aux 31 mars 2011 et 2010, aucune moins-value n'a été comptabilisée.

**Régime d'avantages sociaux**

Le Fonds offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. Les contributions sont effectuées par le Fonds et les participants au régime. L'employeur et l'employé contribuent à une part égale correspondant à 5 % du salaire chacun. Chaque employé gère individuellement ses choix de placement.

**3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES**

	<b><u>2011</u></b>	<b><u>2010</u></b>
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation *	48 132 465 \$	48 299 718 \$
Partenaires des actions concertées	4 998 196	3 464 318
Autres	664 990	460 803
	<b><u>53 795 651 \$</u></b>	<b><u>52 224 839 \$</u></b>

\* Apparenté sous contrôle commun

**4. FRAIS DE FONCTIONNEMENT**

	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>TRAITEMENTS</b>		
Rémunération	2 900 546 \$	2 999 693 \$
Formation et perfectionnement	8 077	41 353
Cotisations professionnelles	1 622	1 561
	<u>2 910 245</u>	<u>3 042 607</u>
<b>SERVICES</b>		
Honoraires	<u>332 080</u>	<u>335 930</u>
<b>FRAIS D'OCCUPATION DES LOCAUX</b>		
Loyers à la Société immobilière du Québec*	341 590	279 884
Assurances	14 303	16 827
Entretien et réparations	92 133	100 492
Location	4 273	11 587
	<u>452 299</u>	<u>408 790</u>
<b>COMMUNICATIONS</b>	<u>62 191</u>	<u>236 060</u>
<b>TRANSPORT ET SÉJOUR</b>	<u>349 537</u>	<u>356 066</u>
<b>AUTRES FRAIS</b>		
Télécommunications	58 420	56 113
Reprographie	47 691	44 886
Frais d'envoi	32 193	24 036
Charges de bureau	33 167	43 018
Autres charges	2 401	3 650
Frais financiers	735	3 895
	<u>174 607</u>	<u>175 598</u>
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<u>275 863</u>	<u>238 545</u>
	<u>4 556 822 \$</u>	<u>4 793 596 \$</u>

\* Apparenté sous contrôle commun.

**5. EXCÉDENT CUMULÉ**

Le conseil d'administration du Fonds a réservé une partie de l'excédent cumulé pour l'attribution de bourses et de subventions incluant une somme pour honorer les engagements pris par le Fonds dans les protocoles du programme des actions concertées. Le Fonds ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins sans le consentement préalable du conseil d'administration. Ces affectations se détaillent comme suit:

	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Subventions à la recherche et bourses	4 264 171 \$	4 928 610 \$
Non affecté	430 018	661 055
	<u>4 694 189 \$</u>	<u>5 589 665 \$</u>

**6. SUBVENTIONS À RECEVOIR ET AUTRES CRÉANCES**

	2011	2010
Apparentés sous contrôle commun :		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	- \$	184 850 \$
Ministère du Développement Économique, de l'Innovation et de l'Exportation	500 000	-
Fonds de la recherche en Santé du Québec	-	1 168
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	120 000	1 270 308
Ministère de la Santé et des Services sociaux	97 694	228 948
Ministère des affaires municipales et des régions	-	100 000
Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale	-	350 000
Autres	12 149	8 332
	<u>729 843 \$</u>	<u>2 143 606 \$</u>

**7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	2011		2010
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier de bureau et équipement	282 157 \$	261 082 \$	21 075 \$
Équipement informatique	479 808	420 917	58 891
Améliorations locatives	601 016	590 459	10 557
Développement informatique	1 395 597	943 910	451 687
	<u>2 758 578 \$</u>	<u>2 216 368 \$</u>	<u>519 559 \$</u>

Au 31 mars 2011, le poste « Charges à payer et frais courus » n'inclus aucun montant (2010 - 9 765 \$) lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

**8. FACILITÉS DE CRÉDIT**

Le Fonds dispose de facilités de crédit n'excédant pas un montant total en cours de 10 000 000 \$ auprès du Fonds de financement, et ce jusqu'au 31 mars 2012. Les montants prélevés portent intérêt au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,3 %. Aux 31 mars 2011 et 2010, les facilités de crédit étaient inutilisées.

**9. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS**

	2011	2010
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies *	912 463 \$	149 319 \$
Salaires et vacances à payer	372 834	324 235
Autres	38 829	43 124
	<u>1 324 126 \$</u>	<u>516 678 \$</u>

\* Apparenté sous contrôle commun

**10. ENGAGEMENTS**

Au 31 mars 2011, les engagements du Fonds sont de 36 828 636 \$ (2010 - 43 560 415 \$) à l'égard des subventions et de 18 461 769 \$ (2010 - 24 954 668 \$) à l'égard des bourses. L'octroi de ces subventions et de ces bourses est toutefois conditionnel aux crédits accordés par l'Assemblée nationale, à l'exception des sommes réservées dans l'excédent cumulé.

**11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas toutes divulguées distinctement aux états financiers.

**12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

Le régime supplémentaire de rentes pour les membres du personnel du Fonds est un régime de retraite à cotisations déterminées. Les obligations du Fonds envers ce régime se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Ce régime ne paiera pas de prestations au-delà des fonds disponibles.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 112 277 \$ (2010 - 125 469 \$) et représentent le coût des services courants.